

LE
MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste



N° 234 — JUIN 1977 — PRIX 4 F



**BARRE
MITTERRAND**

**« TRAVAILLEURS
RETROUSSEZ
VOS MANCHES »**



ARMEE :

**Ce
qu'on
nous
prépare...**

**Syndicats et
Luttes Ouvrières**



FOP 2520

activités de la fédération anarchiste

Colloques-débats
Le Groupe Libertaire
Louise Michel
 organise des colloques-débats chaque samedi à partir de 17 h 30 dans son local :
 10, rue Robert Planquette 75018 Paris
 (Métro Blanche ou Abbesses)
 Samedi 4 juin :
L'ESPERANTO
 par Gérard Paris
 samedi 11 juin :
de la révolte à l'anarchie
 par Franck et Hervé
 samedi 18 juin :
l'antimilitarisme en France
 par François
 samedi 25 juin :
éducation et culture
 par Thyde et Claude

Conférence-débat à 20 H 30 au local du Groupe Louise Michel 10, rue Robert Planquette 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses) le 10 juin
ANARCHISME et FEMINISME
 débat animé par des militants de la commission femme et du Groupe Louise Michel

CHATEAUDUN
 Samedi 18 juin
 Meeting :
 « Le vrai visage de l'anarchisme »
 organisé par la liaison F. A. de Chateaudun
 Salle St-André - 21 h.

Le Groupe La Boétie
 organise
 le 8 juin à 20 H 30
 une conférence-débat
L'UNIVERS CARCERAL DE LA PSYCHIATRIE
 Salle du Centre Administratif
 Place de la Mairie à Asnières
 et le 22 juin
 même heure, même endroit
HISTOIRE DU ROLE DE LA FEMME

Le Groupe Anarchiste Emma GOLDMAN
 organise un débat dans son local
 51, rue de Lappe 75011 Paris (métro Bastille ou Ledru-Rollin)
 le mardi 21 juin à 20 h
 sur le thème :
 « Autonomie des régions et Fédéralisme ».

Autocollants du Groupe JACOB :
 — Antimilitariste : Bourgeoise ou populaire, une seule réforme de l'armée sa suppression.
 — Contre la peine de mort
 Disponibles à Publico 10 et l'unité

Les Groupes Louise Michel et La Boétie
 organisent à partir de 10 heures le dimanche 26 juin à St-Nom-la-Bretèche une journée de rencontre pour sympathisants et militants
 train : gare St-Lazare
 Parcours fléché.

Le Groupe Libertaire E. Varlin
 organise une réunion-débat
 Les Anarchistes face à la rénovation sauvage
 mardi 21 juin 1977
 Salle du patronage laïque
 72, Av. F. Faure 75015 Paris

Le Groupe Emma GOLDMAN
 assure des permanences
 le jeudi de 17 h à 20 h
 et le samedi de 16 h à 18 h
 Rue de Lappe 75011 Paris
Le Groupe JACOB
 assure, à la même adresse, une permanence
 le lundi de 18 h à 20 h
 et le samedi de 14 h à 16 h.

Le Groupe de NEVERS
 Projette courant juin le film de Louis LECOIN « Le cours d'une vie » suivi d'un débat sur anarchisme et pacifisme pour la date précise lire la presse régionale ou consulter les militants de Nevers.

Le directeur de la publication
 Maurice Laisant
 S.N.I.S.C.
 93100 Montreuil
 Diffusion S.A.E.M.
 Transports Presse
 Dépôt légal 44149
 1^{er} trimestre 1977

PRES DE NOUS

L'UNION PACIFISTE A LA TELE
 Nos amis de l'U.P.F. nous informent qu'ayant enregistré une émission pour « Tribune Libre », celle-ci doit passer fin juin. Nos lecteurs sont priés de surveiller les programmes.

AMIS de HAN RYNER
 SAMEDI 18 JUILLET A 20 H. 45
 114bis, Rue de Vaugirard (Salle des « Amis »)
 Causerie de Louis SIMON :
 « La légende Adiamantine. Une trilogie de Han Ryner »
 Invitation cordiale aux sympathisants.

Le Groupe Civilisation Libertaire organise le jeudi 6 juin à 20 h 30
 salle Garcia Lorca (rue Gracieuse)
 une conférence sur Elisabeth Reclus, sa vie, son oeuvre.

Groupe d'ORSAY-BURES
 vente du M. L.
 à l'entrée de la faculté à Bures
 tous les Lundi, Mardi
 Vendredi à 8 h du matin

Les livres penseurs invitent leurs sympathisants devant le socle de la statue du Chevalier de la Barre, Square Nadaud, le 19 juin 1977 à 15 H.

MOTION

« Les membres du Conseil National du Syndicat National des C.E.T.E. et Labos (C.F.D.T.) réunis les 26 et 17 avril 1977 à Angers, apportent leur soutien à la classe ouvrière espagnole, et notamment à la Confédération Nationale du Travail, qui actuellement comme en 1936, lutte pour l'AUTONOMIE de la classe ouvrière et l'avènement d'une société AUTOGERE, EGALITAIRE et FEDERALISTE. »

C.F.D.T. - F.N.H.E.T.

GROUPES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

AIN
 OYONNAX. Groupe Libertaire.
AINSE
 SAINT-QUENTIN - LAON - SOISSONS - CHATEAU-THIERRY.
 Liaison F.A.
ALLIER
 MONTLUÇON-COMMENTRY.
 Groupe Anarchiste.
MOULINS. Groupe Libertaire.
ALPES-MARITIMES
 NICE.
 Groupe Anarchiste Insurrection.
AUDE
 Groupe de Narbonne.
BOUCHES-DU-RHONE
 MARSEILLE. Groupe en formation.
CALVADOS
 HEROUVILLE - CAEN. Groupe Libertaire.
CHARENTE-MARITIME
 SAINTES.
 Groupe Libertaire Louis Lecoq.
LA ROCHELLE.
 Liaison F.A.
CHER
 VIERZON. Liaison F.A.
COTES-DU-NORD
 GUINGAMP. Liaison F. A. Bégard-DOUBS
 BESANCON.
 Groupe Libertaire Proudhon.
EURE-ET-LOIR
 CHATEAUDUN. Liaison F.A.
GIRODE
 BORDEAUX.
 Groupe anarchiste Sébastien-Faure.
LIBOURNE. Groupe Libertaire.
 Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HERAULT
 MONTPELLIER. Liaison F.A.
ILLE-ET-VILAINE
 RENNES. Groupe Libertaire.
INDRE-ET-LOIRE
 TOURS. Groupe Tourangeau.
 CHINON. Liaison F.A.

ISERE
 BOURGOIN. Groupe d'Intervention Anarchiste.
GRENOBLE. Liaison F.A.

JURA
 LONS-LE-SAUNIER. Liaison F.A.

LANDES
 SAINT-SEVER. Liaison F.A.

LOIRE-ATLANTIQUE
 NANTES.
 Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Prou 194, rue Jouaud. 44400 Rezé.
 Liaison F.A.
LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
 VENDÔME. Liaison F.A.
BLOIS. Liaison F.A.

LOT-ET-GARONNE
 AGEN - FUMEL.
 Groupe Increvable Anarchie.
 Edite « L'Increvable Anarchie ».

MAINE-ET-LOIRE
 ANGERS. Groupe Paul Mauget

MANCHE
 COUTANCES. Liaison F.A.
SAINT-LO. Liaison F.A.

MORBIHAN
 VANNES. Liaison F.A.
LORIENT. Groupe Anarchiste.

MOSELLE
 PHALSBOURG. Liaison F.A.

NIEVRE
 NEVERS. Groupe F.A.

NORD
 LILLE-ROUBAIX - TOURCOING.
 Groupe Thaza.

PUY-DE-DOME
 CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.
PYRENEES-ATLANTIQUES
 BAYONNE-BIARRITZ.
 Groupe Libertaire La Cécilia.

RHONE
 LYON. Groupe Louis-Lecoq. Permanence : chaque samedi, de 15 heures à 17 heures, Palais du Travail (salle 25), Villeurbanne.

SARTHE
 Groupe anarchiste en formation

SAVOIE (HAUTE)
 ANNACY. Groupe Anarchiste
 1^{er} mai. Permanence : le deuxième samedi de chaque mois, de 14 heures à 17 heures, salle Saint-François, face à l'Hôtel de Ville (ventes du Monde Libertaire, brochures anarchistes).

SEINE-MARITIME
 LE HAVRE. Groupe Jules Durand. Permanences (16, rue Jules-Tellier, dans les locaux du C.E.S.) : le lundi de 14 à 19 heures ; le mercredi de 18 heures à 21 heures ; le samedi de 18 heures à 21 heures.
ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

SEINE-ET-MARNE
 OTHIS - DAMARTIN - STUR.
 Liaison Seine-et-Marne Nord.

SOMME
 AMIENS. Groupe F.A.

VAR
 TOULON. Groupe Libertaire.
PIERREFEU - CUERS.
 Liaison F.A.

Pour tous contacts :
 Groupe de Toulon.

Vienne (HAUTE)
 LIMOGES. Groupe F.A.
NORD DE HAUTE-VIENNE. Liaison F.A.

YONNE
 TONNERRE. Liaison F.A.

PARIS
 LIAISON DES POSTIERS.
 Edite « Gestion Directe ».
GRUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.
GRUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou AB-BESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 heures. Contact avec les militants, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

2^e et 11^e arrondissements
GRUPE ANARCHISTE EMMA GOL-DAMN - Contact Publico.

5^e, 13^e arrondissements
GRUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB

13^e, 15^e, 11^e arrondissements
GRUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASODUR-RUTI.

14^e, 15^e arrondissements
GRUPE LIBERTAIRE EUGENE VAR-LIN.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GRUPE LIBERTAIRE GERMINAL.

19^e arrondissement
GRUPE ANARCHISTE.

10^e, 20^e arrondissements
GRUPE ANARCHISTE VOLINE.

BANLIEUE SUD
GRUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.
GRUPE BAKOUNINE - Vanves - Malakoff - Montrouge.
GRUPE ANARCHISTE - Massy-Palaiseau.

GRUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy, Liaison Seine-et-Marne.
GRUPE F. PELLOUTIER - Corbeil-Essonnes.
GRUPE ANARCHISTE LORION - Savigny-sur-Orge.

GRUPE MALATESTA
GRUPE FRATERNITE OUVRIERE
 (Asnières, Colombes, Gennevilliers, Clichy, Bois-Colombes, Levallois, Courbevoie, Villeneuve-la-Garenne).

BANLIEUE EST
 Groupe anarchiste Sacco-Vanzetti
 Gagny-Neuilly/Seine-Cheles

BANLIEUE SUD
ORSAY-BURES. Groupe libertaire.

BANLIEUE NORD
GRUPE ANARCHISTE - Aulnay - Sevran.
NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GRUPE MALATESTA
 (Asnières, Bois-Colombes, Gennevilliers, Clichy, Bois-Colombes, Levallois, Courbevoie, Villeneuve-la-Garenne).

GRUPE LA-BOETIE
 Se réunit les 2^e et 4^e mercredis du mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 heures 30.

Lisez, diffusez

LA RUE

Revue du Groupe Libertaire
 Louise-Michel

SOMM

N° 234

EDITO

— Les pr

ACTUALI

— Au co

par M.

— Conflit

par de

— Le syn

par B.

— Ecole

par un

— Les po

par M.

ANTIMIL

— Non à

— A prop

par B.

— En Eur

par B.

LUTTE A

— Lutte

par la

— Propos

par D.

PRESENC

— Le 1^{er}

par la

— Journé

par la

DANS LE

— Inform

— Ching

par B.

— L'Espa

par la

ETUDES

— Appro

par le

— Lycée

par le

— Enseig

par Lé

ARTS - S

— Renau

par Lé

— Gaston

par D.

— Un pri

par P.

EN DEHO

— Progra

par le

— A rebr

LIBR

Compte

France :

3 mois + 2

6 mois + 2

Sous pli ferm

3 mois + 2

6 mois + 2

BU

Nom :

Prénoms : ..

Adresse : ..

.....

.....

.....

A partir de n

Abonnement

Réabonne

Joignez le ré

Chèque po

Chèque ba

Mandat-L

Pour tout c

franc en tim

SOMMAIRE

N° 234 JUN 1977

EDITO

— Les profiteurs 3

ACTUALITE SOCIALE

— Au congrès C.G.T.-F.O. 7
par M.J.

— Conflit des postes 7
par des militants de Gestion Directe

— Le syndicalisme face à la crise 7
par B. Lanza

— Ecole normale en lutte 14
par un normalien d'Amiens

— Les politiciens aux abois 16
par Maurice Joyeux

ANTIMILITARISME

— Non à la militarisation 6
par D. Guegan et J.-M. Malard

— A propos du pacifisme en France 5
par B. Lanza

— En Europe aussi ça réprime 5
par B. Lanza

LUTTE ANTI-NUCLEAIRE

— Lutte anti-nucléaire dans la Basse-Loire 6
par la liaison F.A. Nantes

— Propos sur le rapport de Kanapa 6
par Dominique, groupe d'Angers

PRESENCE ANARCHISTE

— Le 1^{er} Mai des anarchistes 10
par la Rédaction

— Journée anarchiste du 15 Mai 10
par la Rédaction

DANS LE MONDE

— Informations internationales 11-12

— Ching Ping Mei 14
par B. Lanza

— L'Espagne sous la Monarchie Franquiste 12
par la CRIFA

ETUDES

— Approche anarchiste de l'Actualité sociale 8-9
par le groupe Fresnes-Antony

— Lycéens et luttes de classes 14
par le groupe libertaire du lycée de Fresnes

— Enseignement : hier et aujourd'hui 13
par Léon Albert

ARTS - SPECTACLES

— Renaud : un amoureux de Paname 15
par Léon Albert

— Gaston Couté 15
par D. Jean-Charles

— Un prix Mauricius 15
par P.-V. Berthier

EN DEHORS DES CLOUS

— Programme commun et contrat social 4
par le Père Peinard

— A rebrousse poils 4

LES PROFITEURS

Entre tous les événements qui bousculent l'actualité en ces temps de crise aiguë, il est bien difficile de choisir, le plus important, celui qui peut déterminer l'orientation d'une époque.

Est-ce le baptême en grandes pompes du « Parti Républicain » dont les giscardiens espèrent faire un nouveau pôle de rassemblement pour la république et pour la sauvegarde des intérêts des grands financiers, afin de contrebalancer la remontée de celui de Chirac ?

Ou bien est-ce cette journée de grève qui trouve sa justification principale non pas dans la lutte contre l'austérité (objectif par rapport auquel elle sera totalement inefficace), mais dans l'adhésion de tous les syndicats et groupements d'intérêts, y compris le C.F.T.C., la C.G.C. et ... certaines sections de la C.F.T. ?

Ou ne serait-ce pas plutôt la victoire électorale de la droite nationaliste en Israël, présage d'un nouveau conflit avec les Palestiniens, mais surtout victoire dont le principal mérite aura été d'apprendre à beaucoup qu'Israël était gouverné « à gauche » ?

A tel point qu'on en arrive à se demander parfois si les événements les plus lourds de conséquences ne sont pas ceux qui passent les plus inaperçus.

Telle la réactualisation du Programme Commun qui semble presque éclipsée par un malheureux silence de Marchais. Peut-on vraiment dire plus de choses en se taisant pendant 12 secondes qu'en négociant un accord de gouvernement pendant des mois ? Il faudrait donc comprendre que toutes ces palabres de politiciens de gauche sont vides de sens et que ces braves politicards ne commencent à parler intelligemment que lorsqu'ils reprennent leur souffle quelques instants.

Ce qui est certain, au milieu de toute cette mascarade, c'est que pendant que les uns causent et que les autres se taisent, quelques-uns, dans l'ombre, sans rien dire à personne, sans éclat ni déclarations, se remplissent les poches.

C'est un peu cela, le plan « Barre bis », un peu de spectacle, beaucoup de poudre aux yeux... On peut ainsi faire assimiler aux masses l'idée que la relance du crédit n'est pas préjudiciable à l'économie que lorsqu'on l'accorde aux pauvres, mais que la hausse des revenus des capitalistes est créatrice d'emplois et de bien-être pour tous.

Rappelez-vous la publicité télévisée pour défendre ce fameux plan : « Le gouvernement vient de prendre 18 mesures pour aider les Français.. Si ce n'est pas vous, c'est peut-être votre voisin. »

Si vous habitez à côté de la Bourse, oui, sans doute...

Amis lecteurs

NE RELACHEZ PAS VOS EFFORTS !

Le mois dernier, sous l'égide et pour le soutien de notre journal, une grande fête a rassemblé, en plein cœur de Paris, un nombre important de sympathisants et d'amis de notre mouvement. Ce fut un franc succès et une belle réussite de fraternité qui, nous agirons de la sorte, ne sera pas sans lendemain. Maintenant, il ne nous reste plus qu'à fixer nos regards vers l'avènement du mois d'octobre qui marquera la transformation de notre mensuel en un hebdomadaire.

A l'approche de cette date fatidique l'impatience grandit et nous avons hâte de voir sortir ce nouveau Monde Libertaire. A la lecture du mensuel, il n'en apparaît que plus évident que cet hebdo sera l'outil indispensable à une plus grande diffusion de nos idées auprès d'un large public. Pour nous, le mensuel, c'est déjà le passé !

Encore quatre mois durant lesquels, sans failles, il faudra continuer à nous aider par votre soutien financier. C'est au moment du « finish » qu'il faut donner le meilleur de nous-mêmes. A l'accueil favorable reçu au travers des abonnements anticipés, il est nécessaire de poursuivre activement l'effort que nous vous demandons en souscrivant car cela devra nous permettre d'assurer un démarrage sans surprise de l'hebdo, mais aussi de nous permettre d'effectuer la « jointure » entre les dépenses de fonctionnement et l'arrivée des premières recettes de vente qui obligatoirement parviennent avec un certain décalage. Votre participation au soutien, serait-elle minime, reste à nos yeux extrêmement importante et prioritaire car c'est grâce à elle si bientôt l'hebdo disposera des moyens pour paraître.

Lorsque vous aurez en main ce journal, notre congrès aura déjà fixé les grandes lignes directrices qui modèleront la physionomie général du journal. Nous vous en entretiendrons prochainement afin que vous restiez toujours le Lecteur associé à notre devenir, mais aussi l'Ami dont les sentiments ne nous ont jamais fait défaut.

Votre effort, additionné au nôtre, permettra bientôt la renaissance d'un grand hebdomadaire libertaire en France. Une nouvelle page d'histoire sera tournée. Cela ne se fera pas sans vous. Encore un dernier « coup de pouce ». L'hebdo est au bout !

Les administrateurs :

François GARCIA - Léopold TAMAMES

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :		Etranger :	
3 mois + 2 mensuels	43 F	3 mois + 2 mensuels	50 F
6 mois + 2 mensuels	73 F	6 mois + 2 mensuels	70 F
Sous pli fermé :		Par avion :	
3 mois + 2 mensuels	66 F	Sur demande	
6 mois + 2 mensuels	121 F		

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

..... Code postal

.....

A partir du numéro inclus

Abonnement

Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal

Chèque bancaire

Mandat-Lettre

Pour tout changement d'adresse joindre la dernière bande et un franc en timbres.

En dehors des clous...



BOURREAUX
=
VICTIMES

Ces six cents ou sept cents étudiants massacrés à Addis-Abeba étaient-ils, comme l'assurent les chefs de leurs exécuteurs, des « contre-révolutionnaires », un peu à la façon des cadets russes de 1917? Retenons-en l'augure. Quoique... vous savez ce que désignent, sous ce vocable passe-partout, les successeurs de feu le négus : ils appellent ainsi le parti éthiopien révolutionnaire du peuple (marxiste-léniniste), l'Union démocratique éthiopienne et le Front de libération de l'Erythrée. Donc, semble-t-il, pas des ultras de l'ancienne monarchie, tant s'en faut. Etait-ce simplement la Gironde opposée à la Montagne? Comparaison n'est pas raison.

Il n'empêche que c'est affreux, on ne saurait dire autrement. Tuer les étudiants, même s'il y a parmi eux pas mal de petits crevés, de jeunes crétins, de fruits secs, de fils à papa, d'exploiteurs en herbe et de technocrates à l'état embryonnaire, c'est détruire la richesse intellectuelle d'un pays dans sa potentialité, le génie de l'avenir en sa fleur. Et, qu'ils soient de droite ou de gauche, cela n'influe pas sur la réalité du fait. C'est tuer Lavoisier et Chénier avant que le premier n'ait rien découvert ni le second rien écrit.

A-t-on assez reproché — avec infiniment de raison — aux fascistes, aux nazis, aux franquistes, d'avoir déclaré la guerre à la culture ! De sortir le revolver dès qu'on en prononçait le mot devant eux ! Faut-il que, sous le couvert de la révolution socialiste (dont le drapeau flotte à Addis-Abeba et qui fait d'un dictateur militaire un de ses chefs bien-aimés), une offensive du même genre se déclenche ? Comme si, déjà, la culture n'était pas assez malade, elle qui est autant menacée par ceux qui l'attaquent mitrailleuse au poing ! Comme si, partout dans le monde, l'anti-culture « beaubourgeoise » et le « contre-art » social n'étaient pas en train de l'achever !

Donc, nous ne cherchons pas à réprimer le frisson d'horreur qui nous a saisi en apprenant cette abominable septembrisade du printemps éthiopien. Mais nous voulons ajouter quelque chose de moins subjectif à ce mouvement naturel. La presse conformiste a mis l'accent sur ceci : ce sont des paysans illettrés qui ont tué ces centaines de jeunes gens instruits. Avec l'air d'insister, d'enchaîner sur leur analphabétisme, comme si celui-ci aggravait le cas des meurtriers. Or, ce n'est ni notre impression, ni notre avis. Sans être une excuse absolue, cet analphabétisme est une circonstance atténuante à leur crime, et il n'accuse pas moins le régime d'hier qui les y a maintenus que celui qui en use et qui en abuse aujourd'hui.

Etre illettré ne constitue pas une tare déshonorante ni une infériorité irrémissible. Les peintres de Lascaux étaient illettrés, et pour cause. Les bagaudes, les jacques, les croquants, qui luttèrent pour se libérer du servage et de la misère, n'étaient jamais allés à l'école et tuaient dans leur révolte des gens cultivés et raffinés. Or, leur ignorance même les absout. Il est vrai qu'ils ne savaient rien ; ils ne connaissaient pas la valeur de l'instruction ni de la culture ; mais il est une chose qui leur semblait claire comme le jour : ils souffraient, ils étaient malheureux par la faute et l'indifférence des riches, et ils savaient que les riches, seuls en mesure de se procurer l'instruction, l'utilisaient non à les affranchir quelque peu mais à les enchaîner davantage. Les paysans de Nestor Makhno en Ukraine étaient illettrés eux aussi ; ils combattaient des gens dont certains, dans les universités, avaient été étudiants comme ceux d'Addis-Abeba, et qui semblaient y avoir étudié surtout la science de l'exploitation de leur prochain. Les miliciens et les syndicalistes de la C.N.T.-F.A.I., dans l'Espagne de 1936, n'ignoraient pas leur ignorance : contre ceux qui avaient assassiné le génial éducateur du peuple Francisco Ferrer, ils se battaient pour que leurs enfants eussent le droit d'apprendre à lire.

Cette ignorance des masses a été souvent mise à profit contre elles par les gouvernements. Les chouans — saturés de mômèries bigotes mais moins exempts d'esprit social qu'on ne l'a généralement cru — ont été manœuvrés par la réaction aristocratique à son propre bénéfice au nom du roi. Les troupes versaillaises avec lesquelles Thiers et Galliffet écrasèrent la Commune de 1871 — la Commune qui voulait instruire le peuple! — étaient composées en majorité de ruraux et de provinciaux illettrés.

Les paysans analphabètes d'Abyssinie, manipulés par le pouvoir d'une dictature opportuniste, ont commis un crime qu'ils croient sans doute profitable à la révolution qui les libérera. Nous savons, nous, qu'ils sont les instruments, les jouets, les pions d'une Welpolitik machiavélique. Qui croira que les marxistes-léninistes du parti éthiopien révolutionnaire, voire les libéraux de l'Union démocratique, mijotaient un retour au féodalisme? Qui croira que le Front de libération de l'Erythrée trempait dans une conspiration ourdie contre les droits du peuple? La guérilla indépendantiste érythréenne ne vise pas au retour de l'ancien régime. Mais, comme le directeur central d'Addis-Abeba s'est détourné de Washington et rapproché de Moscou, les maquis d'Erythrée se font maintenant aider par les Américains. Et, dans la compétition féroce pour la maîtrise du détroit de Bab-el-Mandeb, avivée par le retrait de la France quittant Djibouti, l'Union soviétique ne cherche qu'une chose : s'assurer des bases en mer Rouge.

Car la Russie d'une part, les Etats-Unis de l'autre, soutiennent les mouvements séparatistes ou, au contraire, les gouvernements nationaux, les premiers au nom de l'indépendance, les seconds au nom de l'unité, selon que, diplomatiquement, stratégiquement ou économiquement, ils croient y avoir intérêt. Et, de plus en plus, ce sont les considérations stratégiques qui l'emportent dans leurs choix respectifs.

Infortunés étudiants, morts pour rien sous les coups fratricides de ceux que, peut-être, vous vouliez libérer et instruire ! Mais aussi pauvres paysans illettrés, qui croyiez sauver la révolution, mais de qui chaque bale tirée ajoute un nouveau maillon à la chaîne de votre servitude !

P.-V. BERTHIER

LE PÈRE PEINARD



**PROGRAMME
COMMUN
ET CONTRAT SOCIAL**

Nous, la dernière reine qu'on a eue, on y a coupé le caberlot ou le coupe-cigare du père Guillotin histoire de se marrer un brin et puis après nos pères y-z'ont fait la déclaration des droits du zig et tout ça s'est appelé la Révolution Française. Les Anglais, ils ont rien coupé du tout, ils savent pas rigoler et leur révolution à eux elle a même pas été anglaise mais industrielle. Toute la différence entre eux et nous, elle est là. Ils ont encore une reine qui bouffe leur pognon en faisant la fofolle avec les duchesses de Windsor, mais ils aiment bien le folklore et comme ils ont pas fait de déclaration ronflante pendant leur révolution industrielle sur le fait qu'on est tous pareils, égaux et libres, et bien maintenant ils sont dans le pétrin.

D'abord, y'a une crise qui sévit, vous allez dire dialecticien en diable que vous êtes que cette crise elle est pas anglaise mais qu'elle est internationale et que, nous aussi, on a notre part de chômeurs et toute sa cohorte de misère qui tape de la savate devant les petites annonces ou le bureau de placement. Seulement nous, on a un remède infallible, miraculeux et radical et ce cataplasme historique que tous nous envie, que même les arabes nous l'échangeraient contre leur pétrole tellement tout le monde tira la langue devant, qui ne pouvait s'élaborer et prendre forme que dans le caraphon génial des plus grands zigomars de France : c'est le Programme Commun.

Face à ce programme qui n'est pas commun du tout d'ailleurs, vous savez ce qu'ils ont les anglais? Je vous le donne en mille : un contrat social. Ce contrat, c'est un arrangement passé entre un syndicat qu'a viré sa cuti et qu'a perdu le trait d'union des Trades-Unions du siècle dernier pour se retrouver accouiné avec les singes et son grand frère l'Etat dans l'espoir de mieux baiser les travailleurs.

Donc, ces trois oiseaux de malheur qui sont copains comme larrons en foire, ils ont décidé dans leur contrat que la grève c'était fini et qu'ils régleraient à l'avance toutes les revendications du brave peuple au mieux des intérêts communs (comme notre programme). Les prolos, ils auraient dû comprendre, et bien balpo! Déjà, en mars, alors que les ouvriers du Times (1) étaient en grève de

puis huit jours, le syndicat qu'est unique leur a dit : « si vous êtes pas sages et que vous retournez pas au chagrin, vous allez plus avoir de pain à becter parce que c'est nous qui avons le monopole de l'embauche, alors vous arrêtez votre grève, d'ailleurs les grèves c'est nous qui les décidons au mieux de vos intérêts (c'est pas en France qu'on verrait ça). Vous savez ce qu'ils ont fait les pauvres bougres, ils ont repris le boulot mais les poings serrés dans les poches et la rage au ventre. Courage les camaros, un jour vous leur ferez bouffer leur contrat pour faire la Sociale. Vous croyez que ça leur aurait servi de leçon à ces Anglais? Pensez-vous, ils sont plus têtus que des mules. Trois semaines après, c'était à 1200 qu'ils débroyaient à la British Airways toujours sans l'accord de leur syndicat et même contre. Au bout de douze jours de tractation, comme la direction en avait marre de discuter avec ces empêcheurs de contracter que sont les brebis galeuses grévistes, elle se met d'accord avec les syndicats (17, tous aussi pourris les uns que les autres) pour lourder les mauvais sujets. Elle leur a filé leurs quatre sous et les syndicats ont promis aux singes de faire repartir au plus vite les coucous anglais qu'étaient cloués au sol à cause des revendications miséreuses de cette poignée d'emmerdeurs qui lui avait déjà coûté la bagatelle de 225 briques nouvelles. Ils se frottaient les mains de joie, ces assassins du peuple, du bon tour qu'ils venaient de jouer à ces misérables grévistes qu'avaient la prétention de bousculer leurs petits contrats. Seulement voilà, au lendemain des licenciements, le 14 avril, ceux qui auparavant étaient jaunes et qu'avaient continué de turbiner pendant que leurs frères de misère essayaient d'obtenir des améliorations, ont senti que s'ils laissaient passer cette occasion de montrer leur

solidarité et qu'ils laissaient les chefsailons syndicaux et patronaux gagner la partie, c'était un peu eux qui la perdaient aussi

La solidarité de classe n'est pas tout à fait morte dans le populo comme se plaisent à le dire tous les tondeurs de moutons qui voudraient bien la voir se transformer en collaboration de classe. Donc le 14, c'est à l'unanimité que les anciens jaunes ont changé de couleur et c'est 3 000 braves bougres qui se foutaient en grève illimitée rien que pour soutenir les 1 200 précédents à qui on avait filé leurs musettes. Les tondeurs de grévistes en sont pas revenus, il leur a fallu faire marche arrière et rediscuter avec ceux que, la veille, ils avaient lourvés. La pilule est amère surtout que les braves bougres ont repris de nouvelles forces après ce magnifique élan de solidarité et se sont promis de leur faire avaler leur contrat anti-social.

Allez les bougres, encore un petit coup de rein et vous allez avoir ce que vous désirez. Profitez-en pour ajouter une petite revendication rien que pour voir la trombine des putassiers patronaux et syndicaux. Et puis cette victoire que vous allez avoir, c'est un peu une revanche pour vos frères de misère du Times. Courage les gars, le Père Peinard vous en serre cinq de la part des camaros français.

Un dernier mot les copains, nous on a un programme commun mais si, d'ici un an, les bouffe-galette de l'aquarium ont changé avec l'arrivée de la gauche et bien notre programme commun, il sera devenu un contrat social comme le vôtre, alors on fera appel à votre expérience en attendant le jour où se tendant la paluche par-dessus la manche, on écrasera toute cette vermine qui bouffe avec notre sueur et notre peau.

LE PÈRE PEINARD
(1) Voir le Monde Libéraire d'avril.

LE COLLECTIF LIBERTAIRE LYONNAIS COMMUNIQUE :

Au cours de la réunion du Collectif libertaire lyonnais, le 8 Mai, une commission s'est constituée sur les problèmes écologiques. Cette commission est née de l'exigence de faire le point sur les différentes analyses à l'intérieur du mouvement écologique, et pour approfondir certains axes de réflexion qui nous semblent importants : rôle croissant de l'Etat, création d'une caste de spécialistes, mise en place d'une société totalitaire, etc.

La commission est ouverte à tous ceux qui se sentent concernés par ce travail, et demande à tous les individus, groupes et associations qui s'intéressent à l'écologie, de nous adresser le maximum de documentation, à l'adresse suivante : A.C.L.R., 13, rue Pierre-Blanc, LYON 69001. Permanence de la commission tous les samedis à partir de 15 heures.

A PROPOS DU PACIFISME EN FRANCE

Etre PACIFISTE, ce n'est pas seulement détester la guerre parce qu'on a peur, ou qu'on tient à sa tranquillité, c'est bien plus que cela; être pacifiste, c'est condamner en bloc TOUTES les guerres, TOUS les armements, c'est lutter contre la militarisation et pour l'abolition de TOUTES les armées; c'est aussi être solidaires de tous ceux qui combattent l'armée, de ceux qui objectent, qui désertent, qui s'insoumettent, qui renvoient leurs papiers militaires, etc.

Le pacifisme a vu le jour, en France, vers la fin du siècle dernier, dans les milieux libertaires et socialistes, on en retrouve des traces profondes dans le syndicalisme ouvrier du début du 20^e siècle; le congrès de la C.G.T., en 1908, à Marseille, déclarait : « Les travailleurs n'ont pas de patrie... toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière... les travailleurs répondront à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire... ».

Malheureusement, six ans plus tard, la première guerre mondiale verra la majorité des leaders socialistes renier ces belles promesses et se rallier à « l'Union Sacrée », prônée par la droite, en partant, la « fleur au fusil ».

Cependant, des hommes courageux résistent, et notamment des anarchistes : Louis Lecoin, qui restera pratiquement en prison de 1914 à 1920, Sébastien Faure, Alphonse Barbé, Lepetit, Armand, Ruff, Le Meillour, et j'en oublie.

En 1917, le 12 Septembre, Lecoin s'adressait en ces termes au gouverneur militaire de Paris : « La guerre fomentée par le capitalisme mondial est le pire des forfaits perpétrés à l'égard des classes laborieuses. Je proteste contre elle en ne répondant pas à l'ordre de mobilisation. En n'obéissant pas aux injonctions de la soldatesque, en refusant de me laisser militariser, j'agis conformément à mon idéal anarchiste. ».

Que les peuples aspirent à vivre en paix, c'est une évidence, et les

chefs d'Etat qui, cyniquement, préparent la guerre, sont tout de même obligés d'en tenir compte. Leur ruse consiste à jurer leurs grands dieux qu'ils ont un désir sincère, une volonté farouche de préserver la paix, tout en poursuivant sans scrupule leur course éfrénée aux armements pour satisfaire des intérêts politiques financiers et industriels.

Or, en préparant la guerre, toute l'histoire passée nous en apporte la preuve, hélas! on a toujours amené la guerre. Et il est probable qu'un nouveau conflit à l'échelle mondiale - atomique - coup sûr - serait cette fois irrémédiable, provoquant une catastrophe effroyable, qui dépasserait en horreur tout ce que nous pouvons supposer.

L'absolue nécessité de sauver la paix si menacée de nos jours nous apparaît donc clairement. Il y a urgence, et pour gagner ce pari sur notre avenir, existe-t-il une autre solution que de DESARMER, pour défendre la vie de l'homme sur la terre?

Le but, la raison d'être de la Défense, de l'armée, ce serait, si l'on s'en réfère aux ordonnances de Janvier 1959, qui permettent aux militaires de prendre le pouvoir en France le plus légalement qui soit, « d'assurer la sécurité et l'intégrité du territoire ainsi que la vie de la population »; nous savons qu'en réalité, ce « dernier rempart de la société libérale », comme l'avouait sans malice Robert Galley, est un corps de professionnels du crime autorisé, dont le métier consiste à faire la guerre. L'armée est surtout et d'abord une force d'intimidation et de répression destinée à perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme, et donc l'existence du système étatique. Ce n'est nullement, comme des esprits crédules se l'imaginent, une institution isolée, à part, indépendante du jeu politique; son idéologie est entièrement basée sur la discipline aveugle et le respect de la hiérarchie et de l'autorité.

C'est ainsi que l'on peut définir le service militaire « obligatoire » comme une école de préparation du jeune travailleur au comportement qu'il devra avoir ensuite, à l'usine ou au bureau : obéissance aux ordres des chefs, des « supérieurs », conformisme « bourgeois », collaboration de classe, « conscience » professionnelle.

Il n'est pas sans intérêt non plus de remarquer à quel point, pendant la durée de ce service, dit national, les RAPPORTS SOCIAUX DOMINANTS demeurent inchangés : les officiers sont choisis parmi les fils de cadres supérieurs et de patrons, les soldats de 2^e classe sont des enfants d'ouvriers et de petits paysans.

Si le gouvernement français, ce grand « marchand de mort », s'est doté d'un arsenal nucléaire, accroissant ainsi les risques de conflit, c'est, d'une part, parce qu'il a conscience de l'incapacité de la défense armée classique de tenir aujourd'hui un rôle « protecteur » efficace, et d'autre part, pour rivaliser avec les autres grandes puissances économiques et militaires.

1939 : la seconde guerre mondiale éclate. Les objecteurs sont en prison, Daladier avait même envisagé de les faire exécuter. Lecoin et Faucier font circuler un manifeste, réclamant la PAIX IMMEDIATE. Des hommes célèbres vont le signer, mais certains se dégonfleront lamentablement, allant jusqu'à calomnier Lecoin. Celui-ci, jugé et condamné pour ce « délit », retrouve une fois de plus le chemin de la prison, de même que Nicolas Faucier.

Les trente dernières années sont marquées par un développement sans précédent des techniques militaires, et l'irruption de l'arme atomique, expérimentée par les U.S.A. à Hiroshima.

Le Comité National de la Résistance à la guerre et à l'oppression, de Bauchet, fait place en 1961, à l'Union Pacifiste de France,

qu'animent notamment Gauchon, Rageau, Thérèse Collet. Un statut de l'objection de conscience, défendu avec opiniâtreté et au péril de sa vie par Lecoin (soutenu par des personnalités, dont Albert Camus et le pasteur Roser) est voté en 1963 après avoir été défilé par de nombreux amendements. Sur la fin de sa vie, Lecoin prend l'initiative d'une vaste campagne pour le désarmement UNILATERAL de la France et forme un Comité pour l'Extinction des Guerres, où l'on retrouve des hommes et des femmes comme Jeanson, Jean Rostand, Yves Montand, Suzanne Flon, Simone Signoret. Après sa mort, son œuvre est poursuivie par l'U.P.F., qui explique les motifs de cette proposition de loi dans une brochure, diffusée massivement et envoyée à tous les parlementaires. Il s'agit de dénoncer ce simulacre de désarmement : général, simultané et contrôlé proposé par les diverses conférences officielles, dont la faillite ne fait pas de doute. Il est impossible, en effet, de réaliser un tel type de désarmement dans un monde agité et divisé, où la loi du profit maximum prime sur tout le reste. Il s'agit donc de lui opposer un désarmement unilatéral, assorti d'une déclaration solennelle engageant les autres nations à l'imiter, afin de parvenir au désarmement universel complet.

Je n'ignore pas que beaucoup sont sceptiques - y compris dans le milieu libertaire - sur les chances de succès d'une telle campagne, ou même sur son opportunité, ceci en raison principalement de la faiblesse de nos forces et de nos moyens. Je ne pense pas que ce soit le lieu d'en discuter ici. Ce que nous devons retenir, c'est qu'il est indispensable de mener ENSEMBLE l'action contre la militarisation, l'embrigadement de la jeunesse et contre les menaces de guerre qui se précisent. Rien de positif ni de durable ne saurait être construit tant que les armées n'auront pas été mises hors la loi, car, disait LECOIN, « on ne fait pas sa part à la guerre, nous l'interdirons ou elle nous anéantira ». Et Max NETTLAU, en 1931, dans « La Brochure Mensuelle », sous le titre : « LA PAIX MONDIALE ET LES CONDITIONS DE SA REALISATION » préconisait une Internationale PACIFISTE, et écrivait ceci : « Il ne sert à rien d'ajourner la question en disant : le socialisme c'est la paix, faisons d'abord le socialisme... il ne sert à rien non plus de dire que la guerre ruinera la bourgeoisie : elle nous ruine tous et, conduite par les moyens d'empoisonnements que l'opinion publique ne critique presque plus... elle nous anéantira à peu près tous... une Internationale pacifiste, avec une ligne de conduite à la hauteur de la situation si critique décrite ici, serait la vraie internationale de notre temps, ralliant les forces humanitaires contre les pires ennemis de l'humanité.

Bernard LANZA
(Groupe LECOIN, LYON)

EN EUROPE AUSSI, ÇA REPRIME !

Chacun de nous sait bien que le fascisme n'est pas mort, qu'il subsistera aussi longtemps que se perpétuera le système capitaliste, lequel aura toujours recours à lui lorsqu'il se sentira menacé par les forces révolutionnaires. Le fascisme est l'arme ultime de tous les partisans de l'Etat et de la hiérarchie pour empêcher les peuples d'accéder à une véritable libération, pour détruire l'espoir d'une émancipation de la classe opprimée. Au Chili, en Argentine, des dictatures militaires emprisonnent, torturent, exécutent sommairement tous ceux qui refusent de se soumettre à la tyrannie.

En Ouganda, en République Centrafricaine, des fous dangereux assassinent tout un peuple, dans l'indifférence ou le ricanelement complice du monde, dit « civilisé ». En Union Soviétique, dans les autres pays satellites, en Chine, post-maoïste, en Corée « Populaire », au Vietnam « réunifié », au Cambodge, au Laos, on « normalise », on interne les « opposants » (ou on les réédue), on envoie dans les « Goulag » tous ceux qui n'aiment pas marcher au pas, ou chanter les louanges des « grands dirigeants bien-aimés ».

De toutes ces atteintes à la liberté, de ces atrocités, dont beaucoup n'ont rien à envier à celles commises par les bourreaux nazis ou franquistes, nous avons tous plus ou moins conscience. Nous avons aussi dénoncé les crimes de l'armée américaine en Indochine, où 13 millions de tonnes de bombes de toutes sortes ont été déversées, où deux millions d'hectares de forêts ont été défeuillées. Mais plus près de nous, et même chez nous, savons-nous

toujours ce qui se passe?

Du 10 au 12 Avril, s'est tenu à Toulouse un colloque international sur la répression et la défense politique en Europe de l'Ouest. Le Mouvement d'Action Judiciaire en était l'organisateur, et des avocats belges, allemands, espagnols, français (Me J.J. de Felice, entre autres), irlandais, s'étaient réunis là pour faire notamment une mise en garde contre le renforcement de l'échange de renseignements sur les réfugiés politiques entre les différentes polices des Etats d'Europe Occidentale. Un délégué espagnol a insisté sur la « prudence » et « l'opportunisme » des récentes mesures d'amnistie dans son pays, et il a rappelé que les journalistes, critiquant la monarchie ou les forces armées, sont toujours passibles de sanctions judiciaires, et surtout, il reste dans les prisons de Juan Carlos, une cinquantaine de détenus, accusés de crime politique, dont la majorité sont des militants syndicalistes de la C.N.T.

Le représentant de la Belgique a dénoncé la préparation d'un projet de loi « anti-casseurs »; quant au délégué de la République Fédérale Allemande, il a souligné que l'amnistie n'existe pas chez les sociaux-démocrates au pouvoir à Bonn, et que tout citoyen qui conteste la Constitution est déclaré hors-la-loi. La situation carcérale des prisonniers politiques est extrêmement dure en R.F.A., et leurs avocats sont très souvent poursuivis. De nouvelles mesures de censure de la presse sont envisagées, elles viseraient les « partisans de la violence ».

En Irlande « républicaine », l'état d'exception est toujours en

vigueur, plus de 500 membres ou sympathisants de l'I.R.A. sont emprisonnés, soupçonnés ou accusés d'avoir commis des attentats « terroristes » en Ulster. Ils sont parfois regroupés dans de véritables camps de concentration, où ils n'ont même pas le droit de recevoir la visite d'un avocat.

Pour ce qui concerne la France « libérale » de Giscard-Barre, le M.A.J. a évoqué l'existence des tribunaux d'exception, les poursuites contre les antimilitaristes (insoumis ou déserteurs ayant refusé le statut d'objecteur de conscience); il a rappelé aussi que 3 militants des G.A.R.I. sont détenus sans jugement à la prison de la Santé depuis presque trois ans, alors qu'en Espagne, des militants emprisonnés pour des raisons similaires ont retrouvé la liberté et sont amnistiés.

Nous sommes d'accord avec le M.A.J., pour réclamer leur libération immédiate et inconditionnelle.

Supprimer l'autorisation préalable en matière de manifestation, abroger la loi « anti-casseurs », supprimer la possibilité de perquisitionner en cas de flagrant délit, faire disparaître les tribunaux militaires, et la Cour de Sécurité de l'Etat, voilà quelques unes des revendications essentielles du Mouvement d'Action Judiciaire. Nous ne pouvons que les approuver, puisqu'elles vont dans le sens d'un combat contre l'arbitraire de l'Etat, de sa justice, de sa police, de son armée, dans le sens de la lutte antifasciste qui réclame toute notre vigilance, aujourd'hui comme hier.

Bernard LANZA

LUTTE ANTINUCLEAIRE DANS LA BASSE-LOIRE

**Le site
l'environnement naturel
et social**

Le Pellerin, localité des environs de Nantes est le futur site d'implantation d'une centrale nucléaire P.W.R. d'une puissance de 5200 M/Watts. Fin mai, l'enquête d'utilité publique a commencé. Même s'il semble qu'à l'heure actuelle l'E.D.F. se heurte à de

En fin de compte, une centrale nucléaire comme une autre, si elle ne possédait pas quelques particularités d'ordre politique, écologique et sociologique.

Ainsi la centrale du Pellerin est une centrale baladeuse, infiniment plus dangereuse que la centrale de Vergust (2). Aux yeux des « pouvoirs publics », la Basse

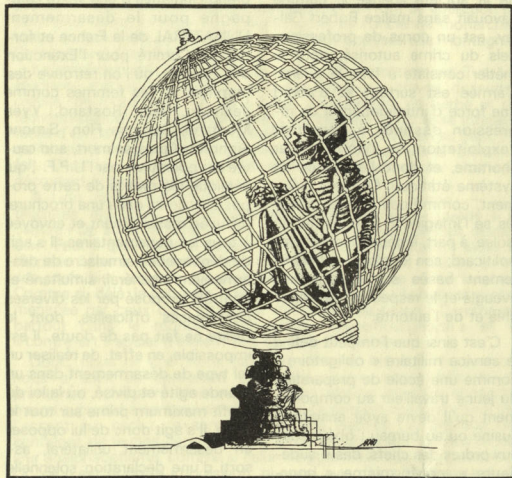
Si la centrale ne présente aucune innovation sur le plan technique, elle présentera le lourd privilège d'être la première centrale implantée aussi près d'une grande agglomération (400 000 habitants), en plus sous les vents dominants. Il est bon de noter que la législation américaine interdit toute construction de centrale à moins de 50 kilomètres d'une grande ville. Véritablement la France innove dans tous les domaines poursuivant la construction d'un surgénérateur à Malville (le combustible est du plutonium) alors que les U.S.A. ont abandonné ces projets trop dangereux !, en étant la poubelle de l'Europe avec l'usine « bricolée » de la Hague (traitement des déchets radioactifs) et décourant au bon moment, après la déclaration du Président Carter, un « prétendu » moyen d'éviter l'atome guerrier (4).

La liaison de la lutte antinucléaire avec la classe ouvrière risque d'être difficile avec la crise actuelle. En effet le refus du programme électronucléaire se heurtera au chantage de l'emploi des pouvoirs publics. Face à la récession dans les chantiers navals, de nombreuses boîtes de la région travaillent aujourd'hui dans le domaine nucléaire : fabrication d'échangeurs de chaleur, tuyauteries primaires, cuves, caissons de protection, acier spéciaux, etc. La plupart de ces entreprises sont contrôlées par les trusts Creusot Loire et P.U.K.. Et oui le nucléaire est un gros fromage !

La lutte

Le comité régional d'information sur le nucléaire, C.R.I.N. (implanté sur Nantes), les comités de défense de l'environnement locaux mènent une action de tous les instants contre le projet, actions auxquelles participent largement les libertaires. Depuis octobre, se multiplient les débats publics, les projections de films, de montage diapos, les manifestations à vélo et à pied, ainsi que les actions plus inhabituelles, Père Noël antinucléaire dans les rues piétonnières, cortège funéraire antinucléaire s'introduisant clandestinement dans le défilé de la Mi-Carême, sans oublier la campagne d'autoréduction 15 % E.D.F. Ces actions ont porté leurs fruits puisque la fête du 8 Mai a rassemblé 10 000 personnes autour des différents forums, podiums et stands dont celui de la F.A. A noter la présence d'un stand du P.S. qui se prononce avec son jésuitisme habituel contre le projet... tel qu'il est actuellement ! En fin de compte la lutte sera dure.

Liaison F.A. - Nantes



nombreux problèmes d'ordre technique (1), notamment les rejets d'eau chaude, avec ses conséquences, salification, chloration des eaux déjà fortement polluées de la Loire, et les effets sur l'alimentation en eau douce des marais et même en eau potable de Nantes (en effet la marrée risque de remonter les eaux réchauffées jusqu'à la prise d'eau).

Loire se devant de posséder sa centrale, de nombreux efforts ont été faits dans ce sens. Plusieurs lieux d'implantation entre Saint-Nazaire et Angers et même sur la côte vendéenne ont été à tour de rôle pressentis et abandonnés et finalement sous la pression des élus, Olivier Guichard (3) et le sénateur Chanty, le site du Pellerin a été retenu.

NON A LA MILITARISATION

8 Mai, porte Clichy : quelques instants avant qu'il pleuve, et après que Mouna ait réparé son vélo...

De la foule bigarrée émergent les banderoles et pancartes de «lagueule ouverte», de «l'union pacifiste» et les drapeaux noirs de «la fédération anarchiste», plus divers autres groupements et sympathisants, cortège terminé par la remorque du groupe «La Boétie»: ornée de panneaux antimilitaristes et que tire un cycliste.

Si les nombreux manifestants (1 000 à 2 000 selon «Libération») ont éprouvé le besoin de se retrouver ce dimanche 8 Mai, ce n'était pas le beau temps absent ce jour-là — qui put les motiver, mais bien l'envie de prouver que tous n'apprécient pas la militarisation sans cesse croissante de la société, et que beaucoup peuvent supporter de moins en moins, ce que Isabelle Cabu définit par : «De son trou à rat de Taverny, le président de la République a pouvoir de vie sur les otages que représentent les populations.»

Si le but de ce genre de manifestation est de passer un bon moment et de faire parler des idées qui en sont la cause, ce fut très réussi. Tout au long du parcours, entre deux averse, nous pûmes apprécier les talents des camarades musiciens, et expliquer aux gens la signification de la marche, grâce aux tracts, aux banderoles et aux discussions, parfois animées. Quant à l'ambiance, elle fut très responsable, comme il est de coutume chez les non-violents, sans être disciplinée, malgré ou plutôt parce que, il n'y avait pas de service d'ordre, rituels à certaines manifestations...

Et c'est d'un pas très «léger» que nous sommes arrivés à Beauchamp. Mais là

nous attendaient des «gens» qui, visiblement n'étaient pas tout à fait d'accord avec nos idées, ni même avec nos moyens de les faire triompher (la non-violence). Le chef de ces charmants souliers à clous avait décidé que notre rendez-vous au P.C. de Taverny n'était pas tolérable. Peut-être avait-il eu vent que des espions russes se cachent parmi nous. Toujours inspirés par l'idée de non-violence, nous avons commencé à discuter de la suite à donner à la marche. Dans un premier temps le maire de Taverny (P.S.) est venu expliquer qu'il n'était pour rien dans cette interdiction et que, sans partager totalement nos idées, il ressentait cela comme une atteinte à la liberté de manifestation, et il plaça un cordon sanitaire de gendarmes entre marcheurs et C.R.S., afin d'éviter tout affrontement. Dans un deuxième temps Isabelle Cabu expliqua que le fait d'aller jusqu'au P.C. de Taverny même n'était en fait qu'un symbole et ne justifiait pas l'affrontement avec les C.R.S. Trop de gens sont déjà morts pour des symboles. Mais pendant ce temps une partie des marcheurs prenaient le train et se retrouvaient à la gare de Taverny, d'où ils purent rejoindre le rendez-vous prévu. D'autres dans la soirée reprenaient le train jusqu'à Paris et défilèrent jusqu'à la Concorde.

Le soir même une discussion s'engagea entre les organisateurs de la marche et la municipalité de Taverny et le jeudi 12 une réunion extraordinaire du conseil municipal avait lieu, réunion suivie d'un débat. De cette réunion est ressorti l'ouverture, aux antimilitaristes de la région, des colonnes du journal municipal, ainsi que la possibilité de se réunir dans une salle de la mairie de Taverny.

D. GUEGAN et J.-M. MALARD

Le P.C.F. vient de déterminer sa politique de défense nationale dans le rapport de Kanapa au Comité central. Que contient ce rapport ?

Dans un premier temps, Kanapa définit brièvement la nature des rapports entre le P.C.F. et l'armée. La logique en est fort simple : la classe ouvrière est «porteuse de l'intérêt national», le P.C.F. étant un parti ouvrier à toujours eu le plus haut souci de l'indépendance de la France, de la sécurité de son peuple. Aussi le P.C.F. n'est pas antimilitariste et à le souci de l'honneur et de la situation morale de l'armée. C'est dans cet état d'esprit, et non selon une quelconque tactique du moment que le P.C.F. veut donner à la nation, l'armée qu'elle mérite. Que penser de tout cela ? Le P.C.F. qui se glorifiait tant de descendre de Marx renierait-il son inspirateur ? S'il ne le renie pas, je lui rappellerai simplement que «les ouvriers n'ont pas de patrie». Le P.C.F. a-t-il oublié son passé ? Kanapa devrait se replonger dans les archives de l'Humanité. Il me semble qu'avant le Pacte franco-soviétique de 1935, le P.C.F. refusait de voter les crédits militaires et avait même au sein de son journal une rubrique antimilitariste intitulée «les gueules de Vaches». Quant à l'action face à l'envahisseur hitlérien, elle n'eut pas un caractère de lutte de 1936 à la libération.

La pierre d'achoppement de ce rapport était la formulation du programme commun en 1972 où — je le cite — «la rénovation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit» — était prévue. Mais depuis 1972 la situation a changé. Voilà ce que veut nous faire avaler Kanapa. Deux changements, selon Kanapa, se sont produits dans l'armée. Tout d'abord les forces classiques ont été supplantées par l'arme nucléaire. Ces forces classiques sont actuellement incapables d'assurer la sécurité du pays. Enfin, l'armée a été secouée par une crise. Là, je citerai le rapport : «Il ressort des échos qui nous parviennent de toutes les armées que nombreux sont les cadres qui aspirent à une autre conception de la défense nationale et qui comptent... sur notre parti pour la définir...». Ceci est clair. Plus qu'aux appels au contingent, c'est aux cadres que s'adresse le P.C.F. Y a-t-il la volonté de séduction en vue d'un calcul futur ? Avoir l'armée avec soi c'est appréciable pour quelqu'un qui veut gouverner. Kanapa se fait ensuite le défenseur de l'indépendance nationale qui est compromise. Il reprend les thèmes désormais classiques : rapprochement entre la France, les U.S.A., la R.F.A., entrée de la France dans le dispositif de l'O.T.A.N., etc.

Tout cela s'accompagne de relements bellicistes, «la R.F.A. poursuit en même temps ses propres objectifs dominateurs». Relents qui ne sont pas sans rappeler le P.C.F. nationaliste des années après 1935 où l'on glorifiait Jeanne d'Arc et Vercingétorix. Mais quelle armée

veut le P.C.F. ? Tout d'abord, le pays doit posséder une défense nationale efficace. C'est une «exigence» absolue de l'indépendance française et une condition du succès des réformes prévues par le Programme commun. Le but est de «décourager toute velléité d'intervention étrangère dans les affaires intérieures de l'Etat». Kanapa semble vouloir ignorer l'intervention étrangère sous la forme financière et monétaire. Pourtant cela se sait chaque jour, les capitaux fuient la France et le «mur d'argent» s'édifie. Cette armée s'appuiera sur deux forces : d'une part la conscription avec instruction et entretien des réserves, préparation militaire, militaires professionnels, d'autre part, l'armée nucléaire. L'utilisation de l'arme nucléaire est clairement définie «Nous nous prononçons pour la maintenance de la force nucléaire en considération de l'exigence majeure de la France en prenant en compte une situation que nous n'avons pas voulu mais qui est un fait pour notre pays». Certes, il s'agit là de maintenance, ce qui exclut, souligne le rapport, la continuation de la course aux armements. Mais un alinéa précise que la maintenance comprend en outre «l'entretien et l'inclusion des progrès scientifiques et techniques». Cette expression bien vague pourrait permettre la confection de nouvelles armes sous le couvert de la maintenance. Nous soulignerons la promesse que cette politique ne se traduirait pas par un gonflement du budget militaire. Mais toute politique de défense nationale a sa dimension diplomatique. Elle se veut, cette politique de défense nationale, «une politique de paix et de désarmement». Un gouvernement de programme commun se devra de respecter les accords d'Helsinki, être associé aux négociations sur les S.A.L.T. Kanapa signale que de nombreuses propositions dans le sens de cette politique ont été faites par les pays socialistes. De plus, il croit que nous sommes dans une phase propice au désarmement. Je rappellerai à Kanapa que, d'une part, il y a quelques semaines les grandes puissances se sont battues (par personnes interposées) au Zaïre, d'autre part, que les savants soviétiques ont mis au point dernièrement une arme capable de détruire les missiles existants. Je pourrais multiplier les exemples mais à quoi cela servirait-il ? Ce rapport n'a, à mon avis, rien changé dans le P.C.F. Il nous démontre qu'au P.C.F. le militarisme ou l'antimilitarisme est un problème conjoncturel. Ce rapport a dû tenir compte d'un double impératif :

— s'attirer les sympathies des cadres militaires pour en faire l'usage que l'on connaît,

— ne pas perdre de vue la puissance électorale des écologistes qui, hostiles au nucléaire, n'auraient pas manqué de retirer leur voix à l'Union de la Gauche.

Dominique
(Groupe d'Angers)

COMMUNIQUE

Claude CREMET, qui avait renvoyé son livret militaire en décembre 1975, ainsi que douze de ses copains pour condamner les juridictions d'exceptions et les ordonnances de 59, a été le cinquième de la liste à comparaître en justice pour répondre de son acte.

Il a été condamné, le 21 avril, à 500 F d'amende par la 11^e cham-

bre du tribunal correctionnel de NANTERRE.

La répression semble s'accroître; en effet, quatre autres renvois de livret militaire ont également été jugés cette semaine.

Pour tout soutien financier et renseignements, s'adresser à :

MAN/Paris, B.P. 94
75962 PARIS CEDEX 20

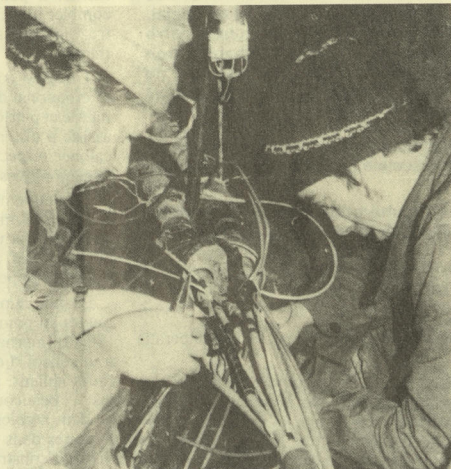
Aux P.T.T. comme ailleurs, les travailleurs soumis aux directions

Caisse d'épargne, B.N.P., éboueurs, dockers, sidérurgie, Schlumpf, Livre et d'autres luttes encore, souvent menées avec des occupations, nous montrent bien que les exigences du Capitalisme accablent les travailleurs à des rythmes de plus en plus fréquentes.

Depuis le 7 octobre, porteur d'espoir pour les luttes à venir, jamais il n'y eut coordination et extension des luttes sociales. En effet, les directions syndicales ont opté pour une tactique de harcèlement afin de ne pas effrayer l'électorat en vue des prochaines échéances de 1978. Toutes classes confondues, la mode est au grand rassemblement, même si, en parallèle, les syndicats poussent aux luttes corporatives ou catégorielles.

Aujourd'hui, oubliant facilement leur trahison de Grenelle, les directions syndicales pensent à Mai 1968 et aux élections qui suivirent. Pour éviter que de tels faits se reproduisent, aucune lutte d'envergure n'est engagée contre le patronat, on se contente face au mécontentement des travailleurs de proposer des « grèves soupapes ». Ainsi, dans les P.T.T., si, depuis janvier ont eu lieu 250 grèves locales, les orga-

nisations n'ont concrétisé le mécontentement que par des journées d'actions sporadiques. Le 28 avril fut une de ces actions. Dès le début avril, dans les centres de tri



de banlieue, la situation était très tendue. A Issy-les-Moulineaux, les sections C.G.T. et C.F.D.T., à la base, spontanément unies, prenaient contact avec les autres centres de tri. Une première réu-

nion mi-avril regroupait des délégués de sections de 7 centres de banlieue. A ce moment précis, trois d'entre eux se préparaient à poursuivre la grève après le 28

repushée jusqu'au 11 mai, date concordant avec le plan préétabli par les directions syndicales. Le 28 avril arriva, laissant ce goût amer des grèves bidons, et, dans la foulée, un premier mai syndical où les majorettes remplaçaient la lutte. La lutte elle, continuait ailleurs, au centre de tri du Landy à Paris où le 3 mai, les travailleurs partaient en grève dure. Lorsque les postiers décidèrent d'occuper les locaux, la C.G.T. ne pouvant contrôler l'action, appelait à la reprise du travail jusqu'à l'intervention de la police, où, dans un tract incendiaire, elle n'hésitait pas à dénoncer certains travailleurs à l'administration.

Dans l'ensemble du secteur P.T.T., la combativité est canalisée dans des grèves de 24 heures, contraignant les postiers à un double travail le lendemain sans aucune gêne pour l'administration. Dans les Télécommunications, on remarque une apparition de plus en plus fréquente de grèves catégorielles qui, loin de lutter contre la hiérarchie, poussent à la division du personnel. Les travailleurs convaincus que ce n'est pas par ces actions éparpillées qu'ils obtiendront gain de cause, se démobilisent de plus en plus, prêtant l'oreille à ceux qui

proclament qu'une victoire de la gauche en 1978 résoudra leurs problèmes.

Malgré le durcissement des luttes dû à la dégradation des conditions de vie, les grèves échouent de par l'alternative proposée. Quant à la grève générale du 24 mai, qui n'est qu'un parallèle au 7 octobre, ce n'est qu'un rendez-vous pour la rentrée.

Verra-t-on, comme pour les municipales, la mise en veilleuse des revendications à quelques mois des législatives, situation mise à profit par le patronat pour accentuer sa pression ? Quelle que soit sa réponse, nous ne devons céder ni au patronat, ni à l'attentisme imposé par les partis ou les organisations syndicales. Nous nous devons de coordonner nous-mêmes nos luttes et de leur donner, dégagés de toute tutelle politique l'importance qu'elles méritent. Pour cela, les moyens ne manquent pas, de la grève générale à l'expropriation des patrons jusqu'à la prise en charge des moyens de production par les travailleurs en passant par l'occupation, le boycott et tous les autres moyens que nous pouvons nous donner.

Des militants de
GESTION DIRECTE

LE SYNDICALISME FACE A LA CRISE

L'inflation fait grimper les prix, les charges sociales pèsent plus lourd sur les salariés, le nombre des chômeurs ne cesse d'augmenter et approche le million et demi, 40 % d'entre eux ont moins de 25 ans, et pourtant, il y a des grèves par centaines, de dures et longues luttes parfois. Celle des sidérurgistes lorrains, qui défendent le « droit de vivre au pays », des ouvriers de General Motors à Gennevilliers, de Bendix à Ivry, du « Parisien Libéré », des chauffeurs Bally à Villeurbanne et à Chambéry, etc.

Un peu partout, en France, des travailleurs se battent, résistent aux attaques du patronat. Dans le secteur public et nationalisé, le refus de la politique d'austérité de l'Etat se précise, et les conflits se multiplient.

Face à cette situation difficile, le gouvernement de l'économiste Barre, arrogant, méprisant, prend des mesures dérisoires, jette un peu de poudre aux yeux des crédules pour tenter de maintenir la domination de la bourgeoisie sur la société. Les partis de « gauche », le P.S. et le P.C. gardent le regard fixé sur l'horizon électoral 1978, et nous saoulent de promesses mirifiques, tout en sachant pertinemment qu'ils seront bien incapables de tenir compte de nos revendications, puisqu'il n'est nullement dans leur intention de se débarrasser de la classe bourgeoise, et de chasser les patrons de leurs usines.

Les centrales syndicales, quant à

elles, s'efforcent de calmer l'impatience ou la nervosité de leur base, et organisent de temps en temps leurs sempiternelles journées d'action sans lendemain, accompagnées de défilés bon enfant et bien contrôlés, où les caïds de la C.G.T. viennent couvrir « démocratiquement » les slogans un peu trop « révolutionnaires » par leur habituel cri de ralliement : « union, action, programme commun », sorte de drogue miraculeuse, qui guérira tous nos maux.

De telles journées, périodiquement renouvelées, donnent aux mécontents l'illusion de faire quelque chose, mais ne mettent pas du tout en danger le pouvoir des capitalistes. Les directions syndicales réformistes craignent comme la peste une généralisation des luttes ouvrières, elles font tout ce qu'elles peuvent - c'est clair - pour éviter l'explosion d'un nouveau mai 68.

Leur but est évident : il faut introduire dans le mouvement ouvrier la politique des partis de gauche, et détourner l'action directe vers la lutte électorale et le parlementarisme. C'est pourquoi, en général, les actions sont limitées prudemment à des revendications partielles, catégorielles, quantitatives, voire corporatives, et que la pratique des heures supplémentaires, les mauvaises conditions de travail, la hiérarchie des salaires, ne sont que rarement mises en cause.

Le syndicalisme devrait avoir un caractère offensif et ne plus se

contenter d'être un élément régulateur des crises du système capitaliste; il devrait redevenir l'instrument des exploités en lutte, afin de mettre un terme à l'oppression sous toutes ses formes.

Tout en se préoccupant (car c'est aussi son rôle) des revendications immédiates, quotidiennes, il doit garder présent à l'esprit que son but, c'est de SUPPRIMER LE SALARIAT, donc de faire la révolution sociale. Si une réunification syndicale (espoir de beaucoup de travailleurs, conscients de la force que représentait une telle unité) intervenait, elle devrait se réaliser sur la base d'un programme de lutte, dénonçant les augmentations hiérarchisées des salaires, rejetant le travail aux pièces, le travail posté, réclamant une réduction sensible de la durée du travail.

Un tel programme permettrait d'organiser les salariés dans le combat anti-capitaliste, anti-bureaucratique et anti-étatique. Hélas, nous n'en sommes pas là.

Il faut d'abord que le syndicalisme - qui, par ses structures fédéralistes, préfigure les formes d'une société SOCIALISTE et LIBERTAIRE - retrouve son indépendance à l'égard des partis politiques, et l'esprit de la Charte d'Amiens, de 1906, afin de « grouper, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat... ».

Bernard LANZA

Au congrès de la C.G.T.-F.O.

Le congrès Force Ouvrière ont leur rituel et celui-ci n'a pas échappé à la tradition. Trois courants classiques ont échangé leurs arguments qui n'étaient pas toujours neufs. Le courant réformiste l'a largement emporté sur ceux qui regroupent d'une part les syndicalistes révolutionnaires et d'autre part les socialistes attachés au Programme commun et dans lequel on respire un vieux relent de guesdisme. On peut penser simplement que la situation du pays comme la vigueur de certaines interventions ont légèrement modifié le rapport des forces. Le bureau confédéral a été obligé de durcir sa motion d'orientation, la tendance socialiste de raccourcir la sienne et de la truffer de principes empruntés à la nôtre. Ce double mouvement s'est opéré au détriment des syndicalistes révolutionnaires. Ceux qui traditionnellement nous suivaient sans être entièrement d'accord avec nous se sont divisés. Une moitié d'entre eux ont rejoint le bureau confédéral, les autres l'opposition socialiste. Nous n'avons pas atteint 7 % des voix, ce qui est le score le plus mince que nous ayons réalisé jusqu'ici. Ce score nous montre tout le chemin qui nous reste à faire auprès des syndicalistes dont la timidité est la plus belle carte des politiciens. Mais de toute manière l'intérêt de ce congrès est autre part !

Le grand moment du congrès fut l'annonce de notre participation à la grève du 24. Ce fut une explosion de joie du congrès debout. Lorsque le lendemain je pris la parole les têtes étaient plus froides et allant à contre-courant j'ai pourtant été écouté en silence et avec attention.

Contrairement à ce qu'on a pu croire ce n'est pas l'annonce de notre participation à la grève qui fut l'événement, mais l'enthousiasme qu'il

suscita. Depuis des années le bureau confédéral met en garde les militants contre l'inefficacité des grèves de 24 heures et en cela il n'a pas tort. Ni pour lui, ni pour les délégués, cette grève aura des vertus particulières parce que déclenchée par Force Ouvrière, chacun d'entre nous en était bien conscient. Comme je l'ai fait remarquer, sans susciter de remous et sans obtenir de réponse, cette joie disproportionnée avec l'événement avait une autre signification. Elle était une libération, l'explosion d'une frustration longtemps comprimée et qui maintenait la confédération en dehors des batailles qui s'imposaient. Et j'ai pu mettre le bureau confédéral en garde. Si il est vrai comme on le dit que cette décision de grève de 24 heures ne fut prise qu'après de longues discussions à la Commission exécutive, le Bureau confédéral devrait bien se méfier, on ne peut pas indéfiniment jouer la conciliation. Les rancœurs s'accumulent et l'explosion n'est pas loin, et lorsque j'ai dit ça à défaut d'être entendu, j'ai été suffisamment écouté et applaudit pour que mon propos puisse être un élément de réflexion sérieuse.

André Bergeron nous a confirmé qu'il restait un réformiste et c'est son droit, mais il devrait penser que justement le but d'un réformiste c'est de proposer des réformes dans le domaine économique et non pas de livrer un éternel combat d'arrière-garde pour les avantages acquis. Ce qui est nécessaire mais pas suffisant pour une organisation syndicale même réformiste. La confédération, dans les jours difficiles qui nous attendent devra rééquilibrer ses forces et se livrer plus, sinon elle disparaîtra emportée par la tourmente.

M. J.

Les théories libertaires que nous nous efforçons de faire connaître doivent s'insérer dans le contexte économique et social présent. Or tant que le mouvement libertaire se contentera d'agir uniquement sur un plan spécifique et il ne peut en être autrement aujourd'hui vu l'état limité de nos forces, nous ne pourrions être influents que sur des points d'impact secondaires par rapport au social. Des points d'impact comme l'antimilitarisme et l'écologie qui retiennent d'ailleurs toute notre attention, mais dont nous savons que s'ils comportent une importante faculté de sensibilisation épidémique et épidermique, ils possèdent leurs propres limites et ne nous permettront pas de bénéficier d'un appui populaire dans le monde du travail. Les idées générales sont nécessaires mais insuffisantes pour la formation d'une structure sociale et économique différente.

Il ne faut donc pas perdre de vue la diffusion des idées, la construction d'une organisation anarchiste solide et parallèlement assurer la réalisation d'une perspective sociale que nous devons porter à discussion dans un premier temps.

La renaissance de la CNT en Espagne, l'échéance de 1978, la difficulté grandissante de travailler dans un sens libertaire dans les syndicats réformistes doit nous faire réfléchir sur nos propres possibilités.

LA CRISE ECONOMIQUE

Nous devons tenir compte que le capitalisme subit un certain nombre de secousses structurelles désignées sous le terme de « crise ». Comme pour toute analyse économique et sociale, l'analyse de cette crise par les anarchistes ne peut s'établir que dans une seule finalité, dégager les éléments favorables à une montée révolutionnaire aujourd'hui en 1977, qui établira les bases d'une société égalitaire qui mettra fin et à la loi du profit et aux valeurs marchandes.

Le capitalisme a ressenti au cours de son évolution ses contradictions d'une façon permanente. Celles-ci se sont fait plus ou moins violentes selon la conjoncture des époques.

La crise de 1929 était une crise de régulation de la production capitaliste.

La crise d'aujourd'hui est une crise de structure comme le reconnaissent les économistes eux-mêmes.

Le système capitaliste privé ou d'Etat a recouvert la planète de ses tentacules et il assiste à la prise de conscience des pays sous-développés de leur rôle dans la fourniture des matières premières et à la saturation de ses marchés qui ne connaissent plus de nouveaux débouchés, tous les pays étant économiquement colonisés.

En tant que révolutionnaires ce seront plus les conséquences de la crise qui nous intéresseront que ses fades données statistiques, il nous importe de mesurer l'importance des retombées sociales qu'elle engendre par cette remise en cause momentanée du taux de profit capitaliste.

Les travailleurs sont les premiers à subir ses retombées, subissant le blocage des salaires, l'augmentation du coût de la vie, et des licenciements dans les secteurs les plus touchés.

LA SAUVEGARDE DU CAPITALISME

Des plans comme les deux plans Barre ont pour objectif de démontrer aux travailleurs qu'ils font partie intégrante d'un tout dont ils doivent être solidaires en cas de coup dur, les épisodes du pétrole et de la sécheresse ne sont que des masques qui permettent à l'Etat de se justifier devant les citoyens et les appeler face à la dégradation économique à l'unité nationale derrière le gouvernement. Mais ces cris du capitalisme ne sont pas que fictifs, ils nous montrent bien que la stabilité de l'ordre international est en jeu et que le taux de rentabilité des patrons peut diminuer.

Le réformisme syndical ne propose pas de réponse adéquate à cette crise fondamentale, la riposte qu'il effectue est toute symbolique.

Au plan Barre, le dernier plan de sauvegarde des intérêts capitalistes, il n'a opposé en deux trimestres, que la fameuse journée nationale d'action du 7 Octobre. Alors que cette manifestation rappelait les cortèges de Mai 1968 par une ampleur encore inégalée, alors que des millions de travailleurs étaient mobilisés dans toute la France, les directions syndicales ont évité de donner une suite à cette mobilisation qui aurait pu inquiéter le patronat et l'amener à refuser de voir en la gauche un

possible gestionnaire du capitalisme et de la démocratie défallante.

C'est ainsi, alors que la riposte ouvrière s'affaiblit, et que les syndicats inféodés aux partis ne désirent en aucun cas coordonner et développer les luttes, mais uniquement entretenir un semblant de lutte de classe bien contrôlée qui ne puisse gêner la démarche de partis politiques de gauche avant les législatives, un durcissement patronal s'opère face aux revendications des travailleurs en lutte, ce sont les échecs de la Caisse d'Epargne de Paris, de la Belle Jardinière, de Casterman à Bagnoux et ce patronat endureci n'hésite même pas à procéder à des coups de force comme l'évacuation des locaux du « Parisien Libéré », de la BNP et de la Général Motors à Gennevilliers.

Aujourd'hui les grandes grèves générales d'une journée font partie des dépenses prévisibles des patrons, et ce n'est qu'avec peu de crainte qu'ils voient s'accomplir ce rituel qui a le rôle de décongestionner le mécontentement. Ces grèves formulées avec préavis, organisées avec régularité, ont perdu leur rôle de pression sociale, de moins en moins d'ouvriers croient à leur efficacité et expriment leur lassitude en ne participant plus à ces grèves programmées, et pour les directions syndicales comme pour de plus en plus de patrons elles peuvent avoir l'intérêt de canaliser le mouvement social.

Comme pour la journée anti-plan Barre du 7 Octobre nous disons que l'action d'une journée nationale c'est bien, mais bien insuffisant pour faire fléchir le patronat, car le Plan Barre on l'avale et on l'avale entièrement.

VERS UNE ANALYSE REACTUALISEE

L'évolution du monde moderne et des techniques nous montre que les analyses du 19^e siècle sont dépassées sur bien des aspects. Pour cela les anarchistes élaborent des analyses économiques et sociales adaptées à la situation présente sans renier les principes anti-autoritaires de l'anarchisme.

Dans le cycle des évolutions, la transformation des classes et celle de l'Etat nous intéressent particulièrement.

Sur le plan des classes nous remarquons qu'il n'y a plus ce fossé inséparable entre la bourgeoisie et le prolétariat.

— La bourgeoisie détenant les moyens de production et organisant la production suivant son propre intérêt.

— Le prolétariat vendant sa force de travail, représentant dans l'histoire nouvelle figure de l'esclavage des temps modernes.

La classe possédante et la classe ouvrière ont vu, tout en restant les deux classes distinctes de la société, se greffer entre elles des couches dites moyennes, modifiant par cela même la structure sociale de la société et en combinaison avec l'évolution des techniques, elles engagent une répartition totalement différente des secteurs, primaires, secondaires, et tertiaires tels qu'ils pouvaient exister il y a un siècle.

Quant à l'Etat nous constatons qu'il substitue de plus en plus son rôle de gendarme à un rôle de gestionnaire.

Celui-ci développe un rôle économique et social qui ne peut être négligé, hormis les capitaux qu'il investit lui-même, il peut favoriser ou réduire l'investissement, combler le déficit d'une entreprise ou en lancer une autre, jouant ainsi un rôle de régulateur économique.

L'état est contraint devant la poussée du capitalisme international de modifier sa conception étiologique, nationaliste et patriotique des frontières, et de plus en plus on assiste à une politique de blocs communiste et libéral, calquée respectivement sur les rapports économiques et hégémoniques des Grands.

Le mouvement ouvrier doit prendre en considération la force des multinationales et dès qu'une grève se déclenche dans une entreprise les succursales étrangères doivent elles aussi bloquer la production, et encore mieux la remettre en route pour leur propre compte.

Le mouvement anarchiste, conscient de ces données, mettra au point ses analyses à son prochain congrès de l'IFA (l'Internationale des Fédérations Anarchistes), car tout concourt dans ce sens, ainsi le travail de nos camarades italiens, réalisé en dehors des structures syndicales — beaucoup plus collaboratrices qu'en France — tendant à créer dans un premier temps des noyaux libertaires dans les entreprises puis si la situation est favorable construire des structures autonomes indépendantes des syndicats collaborateurs, des partis et de l'Etat.

En Espagne le travail de reconstruction de la CNT concourt aussi à poser notre attention sur l'intervention des anarchistes aujourd'hui dans le social.

DES LUTTES A CARACTERE LIBERTAIRE

C'est donc qu'il faut revoir les objectifs syndicaux. Nous croyons nous, les militants anarchistes, que nous ne pouvons plus nous contenter d'une action syndicale qui ne s'occupe que des salaires, car depuis un siècle on assiste à une lutte continue pour les augmentations de salaire, qui aussitôt acquises sont remises en cause par la nouvelle hausse des prix et l'on assiste à des négociations entre patronat et syndicats qui font figure à la longue d'entente tacite. On nous augmente la paye et en même temps on élève les prix et le consommateur qui est le producteur redonne au système monétaire ce qu'il vient de lui arracher.

C'est bien pour ces raisons que la lutte syndicale doit aborder intégralement les conditions de vie et dépasser le vieux schéma léniniste, au syndicat l'économique, au parti le politique.

L'action syndicale pour être cohérente doit attaquer les rouges capitalistes et étatiques, et remettre en cause leur politique, elle doit adopter le caractère assembléiste de la démocratie directe, et en finir avec les grèves décidées par les états majors confédéraux qui correspondent à la stratégie de leur parti et non à la meilleure défense des intérêts de classe.

Mais l'action syndicale toute limitée qu'elle a pu devenir présente encore aujourd'hui la possibilité aux anarchistes d'intervenir dans un sens libertaire au cours des luttes.

Nous parlerons des augmentations de salaires, car qu'on le veuille ou non, n'importe quel camarade qui bosse le sait c'est la préoccupation constante et déterminante au mécontentement sur le lieu de travail.

Il faut qu'à chaque revendication salariale, que nous ne négligeons pas en tant que travailleurs, nous faisons valoir une augmentation égalitaire des salaires, pour tous, l'augmentation uniforme est souvent la meilleure formulation pour réaliser l'unité d'action entre les catégories d'une entreprise ou d'une branche et faire valoir par la même occasion l'esprit libertaire d'égalité économique.

Mais on nous dira la responsabilité vous n'y pensez pas ?

La responsabilité c'est de la poudre aux yeux pour justifier ses privilèges à soi, aussi bien pour le cadre du

parti que pour l'ingénieur au service du patron « Machin ».

Est-ce que la responsabilité sur la sécurité des gens n'est pas complémentaire entre l'ingénieur qui a conçu un bus et celui qui le conduit ?

C'est aussi parce que le travail de chacun est indispensable au fonctionnement de la société que chaque individu a droit au même respect et aux mêmes avantages.

Il faudrait que l'on arrive à dégager l'élément qui au cours de chaque action ouvrière soit en accord avec notre finalité anarchiste, afin de remettre en cause une valeur du système hiérarchisé de classes, que ce soit l'inégalité des rémunérations ou bien le rejet du contrôle de la hiérarchie qui peut sous-entendre la négation de l'idée d'autorité. C'est dans cette perspective de lutte qu'une analyse adéquate à l'économie que nous vivons peut nous permettre en saisissant mieux les éléments de notre vécu et de notre devenir d'avoir une plus grande incidence sur l'actualité en tant qu'anarchistes.

GLOBALITE DE L'AUTOGESTION

L'autogestion a l'intérêt de s'attaquer à l'inégalité et à la hiérarchie en réclamant la participation de chacun



aux décisions.

L'autogestion se fera dans un moule nouveau, elle ne peut prendre corps aujourd'hui dans la société de profit excepté sous forme d'expérience, l'autogestion ne se limite pas au fonctionnement interne de l'entreprise, elle touche tous les rouages économiques, de la livraison, de la matière première à sa transformation et sa distribution, elle englobe une organisation complète qui traverse la société et pas seulement dans le secteur clé de la production mais aussi dans l'organisation rurale, communale et culturelle du pays.

L'autogestion dans le système capitaliste, cela a déjà été dit, c'est l'équivalent de la gestion de sa propre exploitation.

Depuis 1968 l'idée de la prise en charge de sa propre vie que l'on retrouve en force dans le courant autogestionnaire a fait évoluer les programmes des partis politiques qui ont tenté et réussi en partie à récupérer cette forme d'idée jumelle de la pensée libertaire.

La droite l'a déguisée sous le nom de participation, la social-démocratie sous celui de cogestion, et la gauche non-communiste sous l'appellation d'auto-gestion. Mais ce que ne nous dit pas ces derniers c'est que les travailleurs n'auront pas voie à la décision mais uniquement au contrôle, ce qui nous ramènera très vite au

laisser faire habituel des mandants et aux lois du système électoraliste tel que nous le connaissons bien.

L'autogestion c'est la gestion de l'économie par la voie d'un système assembléiste. L'assemblée décide et délègue, et la société selon les aspirations bakouniniennes ne sera plus organisée, de haut en bas par la voie titulaire des Etats.

Ce bouleversement structurel ne peut être conçu sans une révolution complète qui s'attaquerait et au conditionnement dont les hommes sont victimes et à l'exploitation qu'ils subissent.

Une révolution uniquement posée en termes d'avantages matériels mais qui ne poserait pas de problème des rapports entre les hommes, ou une révolution entrevue différemment qui négligerait l'aspect économique pour se consacrer exclusivement à l'amour entre les hommes seraient des révolutions mort-nées qui ne pourraient réunir le plus grand nombre d'individus possible sur un projet commun et global de société.

Une société est un tout cohérent et l'on ne peut concevoir la société libertaire avec des patrons ou inversement une société autogérée qui sans un esprit de solidarité reproduirait un néo-capitalisme au niveau des entreprises isolées et non solidaires entre elles. C'est donc que la révolution doit être le moment crucial et déter-

mination populaire sur ces progressions jusqu'à l'assaut de l'Assemblée Nationale en 1978, favorisant déjà au sein de la bourgeoisie la division, et rappelant chez les travailleurs l'époque du Front Populaire de 1936.

L'électoralisme correspond exactement à l'intégration de toutes les forces qui aspirent au pouvoir au sein des institutions de la société. Le parti communiste italien, l'union de la gauche en France nous montrent bien qu'à chaque élection ils essayent de gagner des postes à quelque échelle politique que ce soit et qu'ils tenteront de ne jamais les lâcher.

L'acceptation totale du processus électoraliste qui s'est traduit en partie par l'abandon tout théorique de la dictature du prolétariat contredit tout programme révolutionnaire sincère, il faut et cela depuis le congrès de Tours de 1920 le Parti Communiste l'assume de mieux en mieux, renier tout projet social à caractère révolutionnaire afin de concilier les intérêts de la classe ouvrière avec la petite bourgeoisie en difficulté face à la crise. Cet appel à l'union du peuple de France, c'est la volonté de rassembler d'une façon hétéroclite les petits industriels, les petits commerçants et les petits propriétaires agricoles dans le but ultime de dépasser les 50 % de l'électorat qui amène les partis de gauche à établir un compromis réformiste pouvant satisfaire tous les petits patrons faisant les frais de la restructuration capitaliste.

Le caractère de défense des petits intérêts et parallèlement de lutte contre les grandes sociétés nous permet de penser que l'on oppose à un refus des multinationales et du capitalisme international la volonté d'établir un capitalisme d'Etat aux couleurs de la France où la majeure partie des entreprises importantes pourraient être étatisées et la petite propriété parce que non dangereuse ni concurrentielle.

Quant à la réalisation des mesures sociales du programme commun en fonction d'une éventuelle victoire de la gauche aux prochaines élections, trois hypothèses pourraient se présenter.

D'une part une résolution ferme d'améliorer les conditions de vie et de travail, accompagnée de mesures importantes, la bourgeoisie s'effraye et retire ses capitaux, comme elle l'a déjà fait en de pareilles occasions, l'économie ne tourne plus et ce peut être la remontée en force d'une droite rigoureuse.

Ou bien la gauche n'avance que des mesures superficielles afin de rassurer le patronat comme M. Mitterrand le fait déjà avec tant de complaisance et les aspirations populaires soulevées n'étant pas satisfaites par la gauche au pouvoir, un mouvement de débordement des syndicats et d'occupation des usines pourrait s'engager.

Cela peut arriver en cas de victoire de la gauche et il faut bien nous préparer à réagir en fonction de chaque éventualité et éviter tant que possible d'attendre que les choses se fassent et se passent.

Maintenant en cas d'échec de la gauche ne va-t-on pas assister à une lassitude chez les travailleurs à qui l'on fait miroiter la progression des résultats électoraux depuis 1974, il est possible qu'alors la gauche déclinera encore plus vite qu'elle a progressé, nous pouvons aussi prévoir des grèves dures et imposantes, et assister à ce qu'une minorité de travailleurs lassés par l'électoralisme mais toujours en quête d'une société plus juste recherche d'autres perspectives.

Ce que nous pouvons affirmer dès maintenant sans erreur, c'est que le bulletin dans l'urne ne résoud rien, qu'il faut se battre contre l'ennemi de classe sur le terrain économique là où la réalité concrète se joue et non dans les coulisses politiques.

Notre changement de cap, c'est la révolution sociale libertaire qui ne pourra s'effectuer que par l'expropriation de tous les patrons et nous affirmons aujourd'hui plus que jamais qu'une révolution qui ne poserait pas le problème de la décision et de la solidarité ne sera qu'un changement de direction.

**GRUPE LIBERTAIRE
FRESNES-ANTONY**

Présence Anarchiste ...

JOURNÉE ANARCHISTE DU 15 MAI 1977

A la Journée Anarchiste de soutien au Monde Libertaire hebdomadaire, nombreux étaient présents les sympathisants, dans la continuité du développement du mouvement libertaire autour de la F.A., dans la continuité de notre meeting à la Mutualité et de notre manifestation parisienne du 1^{er} Mai.

Ils sont venus nombreux, non pas pour un spectacle mais pour nos idées. Il n'en est pour preuve que la participation importante à tous les débats organisés tout au long de la journée. Ces débats, présentés par des camarades de la F.A., ont permis de poser les problèmes essentiels de notre époque.

A l'heure de la récupération à outrance de toute idée par les partis politiques autoritaires, il est important que l'écologie ait été replacée dans son contexte et rattachée à notre proposition anarchiste de société fédéraliste et à dimension humaine, correspondant au besoin des hommes et non à la poursuite d'un quelconque profit qu'accompagne inévitablement le gâchis.

Si l'antimilitarisme n'est plus un sujet à la mode, il reste plus que préoccupant pour les anarchistes. Les ordonnances de 1959 ont été

rappelées aux participants à ce débat. Nous savons que toute la population, hommes et femmes, peut être militarisée par le seul pouvoir du ministre de la défense qui dirigera même les autres ministères. Nous constatons l'extension du contexte militaro-industriel, nous voyons de jour en jour s'aggraver le problème de l'extension des camps militaires.

Si le contexte actuel a été abordé, avec, pour notre part, la remise en cause des revendications réformistes des comités de soldats et la réaffirmation des luttes d'objecteurs et d'insoumis dans un combat antimilitariste et non marginalisé, nous avons également abordé le problème d'une conscription à 6 mois proposée par la gauche et de l'armée de métier avec d'autres moyens de lutte à employer, tout en réaffirmant notre position contre toutes les armées.

Le débat sur la condition de la femme a permis de voir l'exploitation tant économique que morale qu'elle subit quotidiennement et dont elle prend de plus en plus conscience. Mais à l'heure où la mode est à la parole aux grandes bourgeoises, ce problème a été replacé dans le contexte social qui

est le nôtre et dans le cadre des propositions anarchistes qui sont les nôtres. Si la transformation économique de la société est une condition nécessaire à l'avènement d'une société libertaire, elle n'est pas suffisante. Une société où le rôle d'autorité de l'homme sur la femme ne serait pas remis en question et aboli, ne serait pas une société libertaire. Cela est un combat plus qu'actuel, non marginal dans la mesure où il est relié à une proposition globale de société, et l'émancipation de l'homme ne se fera qu'avec l'émancipation de la femme dans le cadre d'une société sans classe ni Etat.

Un débat eut lieu sur le thème des prisons, thème très préoccupant et actuel. Si des problèmes de délinquance peuvent également se poser dans une société libertaire, l'opposition à tout emprisonnement et à quelque application que ce soit de la peine de mort a été clairement affirmé.

Un débat qui nous tient à cœur et qui est trop souvent délaissé s'est tenu sur l'économie. Ce fut l'occasion d'analyser le système capitaliste avec toutes ses tares et d'entrevoir les possibilités qui lui sont fournies pour se sortir de la crise. L'éventualité d'un autoritarisme politique et économique de gauche comme de droite, moyen vers lequel on se dirige actuellement, a notamment été évoqué. Le débat a bien sûr porté également sur les propositions libertaires de société fédéraliste.

Le débat sur l'urbanisme a permis de mettre en relief la conception bourgeoise de l'architecture d'une part et de débattre des luttes actuelles de quartier qui se développent de plus en plus. A ce propos ont été évoquées les expériences italiennes d'immeubles à usages collectifs.

Le montage audio-visuel réalisé par nos camarades de la C.N.T. en exil sur la révolution espagnole de 1936 a suscité l'intérêt et l'enthousiasme de nombreux spectateurs. L'abondance des questions qui ont suivi et surtout les réponses de nos camarades espagnols ont permis d'évoquer la situation pleine de promesses que connaît aujourd'hui, à nouveau, l'anarchisme espagnol.

De leur côté, nos camarades italiens ont pu expliquer leurs actions dans le cadre de cette société italienne où le chaos politique et économique tend à devenir permanent.

Maurice Joyeux et Jean Barrau, venu spécialement de Bordeaux, ont retracé la vie, l'œuvre et l'action de Michel Bakounine, en s'attachant plus spécialement à son opposition à Marx et en soulignant tout ce qu'a d'actuelle la pensée du grand anarchiste russe.

Cette série de débats s'est close par un meeting de la Fédération Anarchiste dont nous retranscrivons prochainement dans notre journal, les interventions majeures. Ce meeting fut suivi par un spectacle de variété où les artistes donnaient leur pleine mesure et participèrent à leur manière au soutien au M.-L. Hebdo.

Cette réussite dans la participation à cette journée de soutien, ce succès autour de nos publications, laissent présager un essor prometteur de notre hebdomadaire ainsi qu'à notre mouvement.

LA REDACTION

LE PREMIER MAI DES ANARCHISTES

Bonne aubaine pour les petits commerçants du muguet, ode au programme commun de la gauche, le Premier Mai voit se dérouler depuis de nombreuses années sa traditionnelle manifestation « SYNDICALE », Héritiers des martyrs de Chicago, les militants de la Fédération Anarchiste ont tenté de rappeler chaque année l'origine de cette journée des travailleurs en s'intégrant avec plus ou moins de succès aux manifestations qui avaient lieu ce jour-là. Encouragés par chacun des succès de leurs

observer le silence le plus total à notre égard, n'accordant d'intérêt que pour la manifestation syndicale de l'après-midi ou, tels Politique-Hebdo et Libération, pour les fumeurs de Marijuana.

Malgré ce handicap certain, l'annonce du Monde Libertaire et le collage intensif d'affiches appelant à la manifestation ont permis la venue de quelques 1 300 personnes qui ont assuré son succès.



dernières entreprises, les militants de la région parisienne de la Fédération Anarchiste avaient décidé cette année d'appeler à une manifestation des seuls anarchistes. La tentative s'est montrée concluante.

Décidés donc à redonner à ce Premier Mai son caractère révolutionnaire, les militants parisiens de la F.A. lançaient dès le mois d'avril dans les colonnes du Monde Libertaire un appel à une manifestation anarchiste de la Bastille au Père Lachaise. Aux difficultés qu'impose l'organisation d'une telle manifestation, se mêlait la crainte de ne pas voir affluer nos sympathisants. Réapparaître dans la rue de façon autonome pouvait signifier pour certains la peur de l'imprévu et des provocations de toute sorte. Un

« Solidarité Ouvrière Internationale », « Les travailleurs anarchistes de la C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ».

C'est sous ces banderoles et aux cris de « Ni plan Barre, ni programme commun, révolution sociale » ou « Ni Etat, ni patrons, autogestion » que la manifestation a parcouru la populaire rue de la Roquette entre la Bastille et le Père Lachaise. C'est en cet endroit, après une courte allocution de Maurice Joyeux qui rappelait la farce silencieuse proposée aux travailleurs avec le programme commun pour faire face à la crise fatale du capitalisme, que prenait fin la manifestation parisienne de la Fédération Anarchiste dont seuls Le Monde rendra compte ainsi d'ailleurs que Rouge de façon crapuleuse.



communiqué avait été envoyé à l'ensemble de la presse et si nous avons perdu depuis longtemps toute illusion sur ce qu'il est convenu d'appeler la presse « bourgeoise », une certaine naïveté nous faisait croire que notre appel pouvait figurer dans ces quelques journaux « différents : des autres par on ne sait trop quoi d'ailleurs. Quoi qu'il en soit, l'ensemble des moyens d'information (hormis Charlie-Hebdo) allait

Malgré nos appréhensions, la réussite de cette manifestation devait confirmer le bien-fondé de notre désir d'apparaître enfin ailleurs que derrière nos tristes syndicats d'aujourd'hui anesthésiés par la gauche politique qui continue d'attirer les sinistres petits soldats rouges. Rendez-vous donc, peut-être, à l'année prochaine.

LA REDACTION

SOUSCRIPTIONS AU MONDE LIBERTAIRE HEBDO (période du 15 avril au 15 mai)

Groupe BORDEAUX	820	LAROUSSINIE	400
TORRALBA	150	TEJERINOR	20
CAMOIN	50	Groupe BLOIS	160
ZUIKA	100	LE GUEN	100
Groupe AULNAY-SEVRAN	350	TIRONE PRUDHON	200
COLLAS	80	Groupe TOULON	300
FAUGERAT	300	Y.F.	41
Groupe B.N.P.	400	DAUCHAT	25
LEFEVRE	100	CHANOINE	50
LUTZ HEIDECKE	100	ANONYME	189
BORRETTI	20	ROUGIER	10
Groupe L. MICHEL	1 000	JORDY	58
G.I.A.	100	BONNIN	18
Groupe VOLINE	500	FRESSONNET	100
J. DOMINIQUE	60	ROUGIER	20
GAY	200	GAMACHE	160
Groupe E. GOLDMAN	20	Groupe L. LECOIN	80
OYONNAX	150	RICHARD	100
LARSEN	60	MONTIER	40
BOLUDA	55	Groupe J. DURAND	190
ARMAND	30	Groupe LIMOGES	430
RECLUS	50	Groupe MALATESTA	600
SERRA-BARRALI	70	BRIZON	10
CORNIC	10	LANTEJOU	10
CHEVALIER	50	ELIARD	48
BOLUDA	100	AUBEL	25
Conférence U.P.F.		GALICHET	100
CHATEAUROUX	40	FREYDURE	60
Liaison NANTES	134	COUTRET	40
Groupe ROUEN	150	BERGE	50
MILLOT	100	SARIO	10
BREST	50	Fête de PELLERIN	41
PLOTTON	10	ABONNEMENTS	8 960
LANZA	30	TOTAL	20 614
Groupe FRESNES-ANTONY	1 500	Mois précédents	183 553
Groupe E. VARLIN	600	TOTAL GENERAL	204 167
Groupe des YVELINES	450		

Amis souscripteurs,

Grâce à votre effort soutenu, nous avons, ce mois-ci, franchi le cap des 200 000 F. Dès lors, nous sommes assurés de pouvoir sortir hebdomadaire dès octobre.

Aujourd'hui, nous luttons pour la qualité et la sécurité de notre journal.

Il faut, en effet, qu'en cas de répression (interdiction, saisie à l'imprimerie, etc.), les frais d'un numéro ne puissent pas remettre en question L'HEBDO.

L'EFFORT NE DOIT PAS SE RELACHER !

Abonnez-vous, souscrivez ! Faites abonner et souscrire vos amis, vos voisins, vos collègues... Organisons des campagnes de soutien.

350 000 F POUR L'HEBDO

INFORMATIONS INTERNATIONALES

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Dans les universités

La mort violente du procureur fédéral Buback a suscité dans les milieux universitaires d'extrême-gauche une allégresse qui a fort déplu aux autorités. Le recteur de l'université de Göttingen a déposé une plainte contre les responsables du journal de l'association générale des étudiants qui avait publié un article dans le sens que l'on devine. Ledit recteur a voulu prendre la parole devant 2 000 étudiants pour expliquer son attitude, mais il a dû se retirer devant un chahut monstre. La même chose est arrivée au recteur de l'université technique de Brunswick, pour des raisons analogues, devant 250 étudiants. Des grèves d'étudiants sont en préparation pour les semaines à venir. Les revendications portent sur les conditions de travail et l'organisation des études.

Dans le parti communiste D.K.P.

Ce parti, inféodé à Moscou est largement financé par le parti S.E.D. de l'Allemagne de l'Est, le plus marxiste-léniniste staliniste de tous les partis communistes. Cette double domesticité explique peut-être pourquoi H. Mies, président du D.K.P., a publié fin février dans le quotidien «UZ» du parti, un article qui attaque violemment l'attitude des partis français, italien, espagnol jetant par dessus bord la dictature du prolétariat et l'internationalisme prolétarien. Pour Mies, la révolution socialiste et l'édification socialiste obéissent aux «lois universelles fondées par Marx, Engels et Lénine», et il proclame l'attachement indéfectible du D.R.P. à l'union soviétique et à la R.D.A. On comprend que Mies veuille être agréable à ceux qui le paient... mais il est en retard d'un tournant. Le Kremlin semble s'accommoder de ce qu'on appelle l'Eurocommunisme, ayant sans doute compris que les nouveaux oripeaux dont s'affublent Marchais et autres sont surtout destinés à séduire les naifs, les modérés et les électeurs, ces éternelles poires !!

Chez les sociaux-démocrates

On sait que dans le S.P.D. les Jusos ne cessent de faire des progrès. Ils représentent une aile gauche, voulant redonner au S.D.P. une ligne marxiste et préconisant l'unité d'action avec le D.K.P. Entre les Jusos et la direction du parti la tension augmente, et on aurait pu croire un moment que l'éclatement du parti en résulterait et que serait fondé un parti analogue aux «socialistes indépendants» des années 20. Mais, forts de leur succès, les Jusos ont l'intention de conquérir la majorité et de devenir les maîtres du S.P.D., ce qui aurait de lourdes conséquences dans la vie politique de la R.F.A. Le comité directeur du S.P.D., sentant le danger, a tenté de se débarrasser du jeune avocat Benneter, président des Jusos. Mais tout le comité directeur des Jusos s'est solidarisé avec Benneter et dans le S.P.D. Benneter peut compter sur la majorité des sections de Munich, Francfort, Stuttgart, Hanovre, Hambourg, etc.

La crise est ouverte dans le parti, déjà secoué par des échecs électoraux cuisants.

La presse non-conformiste

Les 23 et 24 avril a eu lieu à Francfort, la 4^e rencontre des représentants de la presse dite d'alternative. Les délégués d'environ 50 journaux ont discuté des intérêts matériels et moraux d'une presse souvent victime de trasseries, de saisies et

de poursuites de la part des autorités. Un fonds de solidarité a été créé pour aider les journaux victimes de l'arbitraire. Une action va être entreprise contre l'interdiction non justifiée des journaux «de gauche» dans les prisons.

Renaissance de l'anarcho-syndicalisme en R.F.A.

Le 12 février à Cologne le comité d'initiative pour la reconstruction de la FAUD (union des travailleurs libres d'Allemagne) a tenu une réunion de caractère national. Cette rencontre fait revivre les traditions de l'ancienne FAUD qui comptait en Allemagne 120 000 membres avant la prise de pouvoir par Hitler, et avait pris part à de multiples grèves et mouvements.

Le point de vue du comité d'initiative, à savoir la création d'une organisation spécifiquement «anarcho-syndicaliste», est cependant en R.F.A. discutée et même rejetée par certains camarades.

Plusieurs sections locales de la C.N.T. ont prêté leur concours, mais l'adhésion de la C.N.T. en R.F.A. à l'initiative qui vient d'être prise à Cologne sera l'objet de discussions au prochain plénum national.

Liberté pour Karl Heinz Roth et Roland Otto

Au cours de la journée anarchiste organisée le 15 mai par la Fédération Anarchiste Française à Paris, une délégation allemande a lancé un appel de solidarité afin que deux camarades allemands emprisonnés depuis deux ans soient libérés.

Il s'agit de Karl Heinz Roth, médecin, auteur d'une histoire du mouvement ouvrier et de plusieurs autres ouvrages, et de Roland Otto.

Ils ont été arrêtés en mai 1975 lors d'un contrôle de police qui s'effectuait sur un parking de Cologne. Ils étaient à bord d'une voiture ainsi qu'un troisième camarade, Werner Philipp Sauber. Tous trois étaient armés pour diverses raisons mais principalement parce que depuis quelque temps ils étaient menacés par des éléments fascistes. A peine sont-ils descendus du véhicule que la police a tiré en voyant quelqu'un courir pour s'enfuir, sans savoir ni qui c'était ni s'il était armé. Werner Philipp Sauber a été touché à mort, mais avant de s'éteindre il a tiré lui aussi un premier coup qui a tué un flic et un deuxième qui a touché Karl Roth. Celui-ci a été transporté à l'hôpital par la police, où il attend son procès sans soins et dans les conditions qu'on imagine. Il a perdu 40 kg et est en danger de mort.

Roland Otto attend également emprisonné son procès. Ils sont tous deux inculpés de tentatives d'homicide pour la mort du policier, considérés autant responsables que celui qui a tiré. Le tribunal est en possession de preuves, de témoignages qu'ils sont innocents, mais il refuse de les libérer.

La répression allemande est impitoyable, inhumaine, et s'obstine farouchement à décimer les groupes anarchistes.

Nous savons bien que toutes les justices étatiques, qu'elles soient d'un côté ou de l'autre du mur de Berlin, de Chine ou d'ailleurs, ne visent qu'à l'extinction de ces individus qui donnent leur vie pour changer nos sociétés pourries et invivables.

Karl Roth et Roland Otto doivent vivre, sortir de ces terribles prisons allemandes.

Voici l'adresse du juge qui s'occupe de leur affaire.

Dr DRABER
Landgericht Köln
Appel Hofplatz 1
5000 KÖLN 1

BRANLE BAS POLICIER EN ALLEMAGNE FEDERALE

Le matin du 7 avril, à Karlsruhe, une rafale de pistolet-mitrailleur mettait fin à la carrière de Sigfried Buback. Procureur fédéral auprès de la Cour fédérale (la plus haute juridiction de la R.F.A.), Buback avait dirigé l'accusation dans tous les procès de terrorisme de ces dernières années, et en particulier dans le procès de Stammheim contre les membres de la fraction de l'armée rouge (ou bande Baader-Meinhoff). Buback était à la base des conditions scandaleuses dans lesquelles s'est déroulé ce procès : récusation des avocats de la défense, arrestation de certains d'entre eux, débats hors de la présence des accusés. Buback était responsable ou complice des conditions de plus en plus dures faites aux détenus et en particulier de l'isolement absolu. A Stammheim et dans les autres prisons, les détenus ont protesté par de multiples grèves de la faim, marquées en novembre 1974 par la mort de Holger Meins et, en mai 1976, Ulrike Meinhoff succombait à son tour (suicide camouflé ou provoqué par les conditions de détention). Récemment eafin, éclatait un nouveau scandale : les cellules des trois inculpés de Stammheim : Baader, Rasper, et Gudrun Esslin étaient pourvues de micros qui permettaient l'écoute des conversations des détenus avec leurs défenseurs ! L'affaire fit du bruit... et eut pour conséquence une aggravation des conditions de détention des accusés.

Buback, représentant numéro 1 du terrorisme d'Etat, exerçait un métier dangereux. Sa mort brutale — bien prévisible d'ailleurs ! — a causé une stupeur indignée dans les «hautes sphères» de l'Etat et une satisfaction non dissimulée chez tous ceux qui ne rampent pas devant la police, la justice et l'autorité répressive. Belle occasion pour organiser à travers l'Allemagne Fédérale la chasse à l'homme, avec tout ce que cela comporte d'appel aux dénonciations, d'arrestations non motivées, de brutalités non justifiées, de perquisitions accompagnées de mises à sac de logements. Trente mandats d'arrêt furent lancés, 240 suspects (!) furent interrogés. La presse déchaînée créa une psychose de peur en parlant d'au moins 1 000 terroristes appuyés par 5 000 sympathisants. Dans la population, on entendit de nouveau réclamer la peine de mort et des mesures extraordinaires. Inutile de dire que les anarchistes, qui étaient complètement étrangers à la «fraction de l'armée rouge», ont été surveillés, arrêtés pour «meurtres» ou complicités, et relâchés faute de preuves. Mais la surveillance des groupes anarchistes est devenue plus étroite et nos camarades ont l'impression de vivre en «sursis» !

Le 28 avril prenait fin le procès de Stammheim qui fut, d'un bout à l'autre, une parodie de la justice. Les trois accusés ont été condamnés à la réclusion perpétuelle, à défaut de la peine de mort supprimée hélas ! en Allemagne fédérale.

Les avocats (ceux qui furent commis d'office) ont l'intention d'engager un pourvoi en cassation en raison de nombreux vices de forme — quel euphémisme ! — qui ont entaché ce procès.

Le 3 mai, la police pavoisait : près de Constance, elle arrêtait les deux meurtriers présumés de Buback, Gunther Sonnenberg et une jeune femme Brena Becker : celle-ci, membre du «mouvement du deux juin», figurait déjà sur les affiches signalant à la population les 14 «anarchistes criminels» dont la tête était mise à prix. Au cours de l'arrestation, Sonnenberg a été grièvement blessé. La chasse à l'homme continue avec la bénédiction d'un gouvernement social-démocrate et libéral.

Le ministre fédéral de l'Intérieur, Werner Maihofer, a souligné que les terroristes allemands étaient en relations avec «tous les groupes terroristes d'Europe», ce qui ouvre la voie à une action concertée des polices des différents pays.

Cette collaboration a porté ses fruits et c'est fort «discrètement», que Schultz, membre de la R.A.F. détenu à la prison de Colmar, a été remis aux autorités allemandes. Comme on ne saurait trop le dire, la confusion soigneusement entretenue entre terrorisme et anarchisme autorise poursuites et arrestations de tous les militants libertaires, non pour terrorisme actif, mais pour complicité ou «appartenance à une association criminelle».

Faut-il encore parler de «répression» ? Il s'agit de la volonté de briser, d'anéantir dans tous les pays, les individus et les groupes dont le non-conformisme et la passion pour la liberté entrent en conflit avec les Etats, tous fondés sur l'arbitraire, l'autorité et la force brutale. Ne nous étonnons pas si l'anarchisme, qui n'accepte aucun compromis avec l'Etat, est dénoncé comme l'ennemi public numéro 1.

Jean BARRUE

ESPAGNE

Un 1^{er} Mai de lutte et de répression

Toutes manifestations et défilés étaient interdits en Espagne. Pendant que les partis arrosaient leurs légalisations, les travailleurs étaient une fois de plus réprimés, emprisonnés. Pour les ouvriers de la C.N.T. la liberté ne se mendie pas, elle se prend, c'est pour cela qu'ils ont bravé toutes les interdictions et déployé dans les rues drapeaux et banderoles anarchistes.

A Madrid et à Barcelone, des camarades ont été arrêtés, tabassés. Quelques-uns restent encore en prison.

C.N.T. N° 4 est paru

Riche en photos et articles résumant les luttes ouvrières à travers l'Espagne. En outre articles : La haine des locataires réunis en assemblées générales pour chercher des solutions à leurs problèmes... Les travailleurs du «Café Anglais» parlent... C.N.T. et U.G.T. contre l'enlèvement de la C.O.S., ... Une page centrale en couleurs sur le meeting du 27 mars à Madrid, ... «prisonniers dehors, politiques aussi»... un article intitulé «Bande de drogués», dit ceci : «Quelques jours après le meeting de la C.N.T. à San Sébastian de Los Reyes, Santiago Carrillo s'était réuni pour dîner avec quelques journalistes espagnols, comme il est habituel de le faire maintenant entre politiciens qui préparent le futur. La conversation, de caractère privé, dévia sur les luttes syndicales.

Le secrétaire général du P.C.E., à un moment donné, parle des centrales syndicales et ne citant pas la C.N.T., un des journalistes présents,

lui demande «Et la C.N.T. ? » ; Carrillo répond : «Bah, c'est une bande de drogués». Texto.

Le directeur d'un hebdomadaire de Madrid reprocha au dirigeant du P.C.E. son comportement peu honorable, en parlant d'une organisation qui a compté plus d'un million d'adhérents et plus de 100 000 morts dans sa lutte contre le fascisme.

GRANDE-BRETAGNE

Les revendications s'accroissent contre la politique salariale du gouvernement. Deux ans de restrictions imposées au nom d'un contrat social ont érodé le niveau de vie des travailleurs et diminué les services sociaux. Les salariés, grâce à la coopération du gouvernement travailliste et des syndicats, ont assuré une période de profits sans grève. Il est vrai que des facteurs extérieurs, tel le cours de la Livre, se sont ajoutés, mais ceux-ci, comme toute la crise économique et financière que traverse le capitalisme, ont été supportés par les travailleurs et leurs familles.

Dans ces circonstances, la division des classes apparaît clairement. Les producteurs de biens et leurs familles sont les premiers à souffrir tandis que ceux qui sont en haut de l'échelle sociale continuent à vivre en dehors des malheurs du pays. L'inflation pour les possédants n'est rien tandis que 15 % d'inflation pour quelqu'un qui gagne 35 Livres par semaine (et beaucoup gagnent moins), c'est la différence entre vivre et survivre.

Malgré tout il y a un aspect de la vague de revendications actuelles que les anarchistes peuvent critiquer. Rien n'a plus détruit l'unité des travailleurs dans le pays que les statuts différents des employés. Naturellement, quand cela les favorise, ils ont exploité ces différences. La révolte est venue des secteurs les plus organisés de la classe ouvrière. Elle est venue des industries qui peuvent être rapidement et efficacement bloqués par l'action directe.

Les deux conflits qui viennent à l'esprit tout de suite sont la grève des ouvriers de Leylands et la grève des ouvriers de maintenance de London Airport. Il est significatif que ces deux industries sont nationalisées et que le principal syndicat concerné, l'A.U.E.W., a demandé à ses membres de retourner au travail.

Les deux conflits ont montré un nouveau pas de la collaboration entre état et syndicat dans la voie de l'état corporatif. Tous deux joignent leurs forces pour appeler à la reprise du travail. C'est ce qui arrive dans les états fascistes, avec en plus les arrestations et les charges des forces de l'ordre. Jusqu'à présent ce n'a été qu'une bataille de mots, mais des signes récents indiquent que le capitalisme a besoin d'une autre année de calme social que la classe ouvrière semble peu encline à concéder.

Les syndicats ont de dures leçons à tirer de cela. La direction des syndicats est maintenant éclairée sous son vrai jour. Ils ont fait ce qui a été appelé à London Airport un «charter de jaunes» en acceptant que l'équipe d'encadrement et de direction accomplisse le travail des ouvriers de maintenance. Cet accord avec les jaunes a été accepté par 16 des 17 syndicats de London Airport. L'A.U.E.W. n'a pas été partie prenante de cet accord, cependant il était favorable à la reprise du travail.

(Suite page 12)

L'Espagne sous la Monarchie Franquiste

Avec la législation, survenue depuis peu, du P.C.E. s'achève en Espagne le tableau de l'illusion démocratique.

Il suffirait, par exemple, de faire un parallèle entre cette nouvelle démocratie et la démocratie italienne pour comprendre que si cette dernière, trente ans après la chute violente du fascisme mussolinien, peut revendiquer quelques conditions fondamentales de vie démocratique, elle ne les a pas obtenues par des concessions magnanimes de qui que ce soit, mais seulement par la prise de conscience des forces antifascistes qui devint mûre à travers la lutte populaire armée contre le nazi-fascisme, prise de conscience que le peuple espagnol ne put pas acquiescer; il y a du vrai dans ce qu'on affirme, car le triste bandit Franco s'est permis de mourir de vieillesse et dans son lit doré.

Depuis sa mort jusqu'à aujourd'hui, rien de substantiel n'a changé dans le régime qu'il a imposé, si ce n'est l'utilisation de figures de deuxième plan du régime lui-même, lesquelles, mieux que d'autres, peuvent exercer la fonction de « visages nouveaux », surtout pour l'étranger, désireux de changer le système espagnol dans le sens démocratique, tandis que la vérité est autre. Les structures franquistes restent exactement celles de l'époque antérieure, sauf celles de la production qui doivent être renouvelées, toujours sur le dos des travailleurs, afin de pouvoir s'insérer totalement dans la plus ample compétition internationale, après son entrée dans les organisations communautaires européennes.

Pour prêter main-forte à ce but de la classe des patrons espagnols — outre les « moyens de masse » des pays européens (Radio-Télévision, Cinéma, Presse, etc.) qui accablent psychologiquement une opinion publique peu avertie pour lui faire croire qu'en Espagne dès la mort de Franco on est passé à la démocratie — vient en aide, pour augmenter la tromperie, la collaboration au nouveau régime offerte en sourdine par les dirigeants des partis de la gauche traditionnelle, lesquels, toujours dominés par la hantise du pouvoir abandonnant jusqu'à Lénine, deviennent toujours davantage euro-compromis et trouvent dans d'euro-communisme la propre justification idéologique et de programmation.

Nous ne pourrions faire ces considérations si la démocratie espagnole, à tel point exaltée, pouvait se manifester à travers les assemblées du peuple et non par décret royal ou avec des sentences de la magistrature; si tous les partis, syndicats, mouvements ethniques et politiques minoritaires étaient placés dans des conditions favorables pour déployer librement leur propre activité, sans aucune limitation. Ceci, au contraire, en Espagne est encore une chimère. Nous en savons quelque chose, les anarchistes qui, le 30 janvier dernier, à Barcelone, avons éprouvé ce tournant démocratique si exalté.

Cinquante camarades de la F.A.I. et de la C.N.T., presque tous qualitativement engagés dans le processus de reconstruction et de développement de l'anarchisme et de l'anarchosyndicalisme en Espagne, avons été arrêtés sous l'accusation d'association terroriste, emprisonnés, torturés, pour être relâchés après un bon bout de temps de détention — parce que innocents — suffisant pour nuire au travail syndical péniblement entrepris. Et le tout s'est accompli dans un silence complaisant des partis de la gauche en général, les uns « reconnus » et les autres dans l'attente d'une reconnaissance...royale, se gardant bien de protester et de prendre une position concrète contre la persécution anti-ouvrière et anti-démocratique dont, avec les anarchistes, tous les travailleurs étaient victimes, faisant ainsi comprendre clairement de quelle manière ils entendent la démocratie et comment ils la soutiennent.

Par conséquent, grâce à la politique de compromis entre le pouvoir et ceux qui aspirent à l'exercer (et dire qu'ils accusent les anarchistes d'être incapables de se renouveler!!!), les anarchistes, sous la nouvelle « démocratie » espagnole, continuent à payer — avec la prison, la torture, la perte d'objets de valeur et autres dommages matériels et moraux — leur lutte cohérente pour la défense des exploités et qu'ils continueront à conduire contre tous ceux qui voudraient empêcher que l'Espagne puisse se donner une société libre et juste.

Ce qui précède a pour but de ne pas créer des illusions trop faciles. Mais à ce tableau pessimiste, il y en a un plus optimiste qui s'ajoute, par le réveil impressionnant du peuple espagnol, au moment précis où la C.N.T. organise son premier meeting national le 27 mars à Madrid et concourt par cette grandiose manifestation à l'effacement de 38 années de dictature franquiste.

Environ 30.000 personnes remplissent l'Arène de Plaza de Toros de San Sebastian de los Reyes, près de Madrid, et les alentours, parmi un étincellement de drapeaux rouges-noirs; les cris de « C.N.T.! F.A.I.! Anarchie », de « Union, Action, Autogestion », de « l'Espagne demain sera libertaire », de « le peuple uni fonctionne sans parti », de « tous les prisonniers à la rue » et d'autres contre les fascismes militaires de Pinochet au Chili et de Videla en Argentine; l'indescriptible enthousiasme des jeunes venus nombreux de toutes les régions de l'Espagne, qui suggèrent à Juan Gomez Casas,

secrétaire général de la C.N.T. à l'intérieur du pays, cette constatation : « La C.N.T. est aujourd'hui composée de militants jeunes qui ont rompu avec une société caduque et vermoulue ». Suivirent à la tribune d'autres orateurs des Fédérations Régionales de Catalogne, du Centre, de Valence, Asturies, Andalousie et le camarade Fernando Carballo, récemment amnistié après 26 années de prison.

Nous laissons aux camarades de la C.N.T. la tâche de nous informer en détail sur cette manifestation, qui se déroula sans le moindre incident, dans un ordre parfait, du fait qu'en aucun moment la force d'Etat n'a été présente. Nous nous limiterons à signaler ce bref mais symptomatique commentaire du journal « EL PAIS » de Madrid, dans son numéro du 29 mars 1977 : « Dans l'ensemble, ce premier meeting de la C.N.T. a permis de confirmer l'existence d'un état dans l'opinion favorable à l'idée de l'anarchisme et de l'anarchosyndicalisme, probablement plus grande que ce que l'on croyait, car dans la composition sociale, ce qui paraît prévaloir, c'est la jeunesse ».



Il va de soi que la C.R.I.F.A. partage l'émotion que ce grand événement a éveillé chez les militants de la F.A.I. et de la C.N.T. et la confiance pour d'autres réussites et, sûre d'interpréter le sentiment des anarchistes éparés dans le monde, l'I.F.A. assure les camarades espagnols de sa solidarité fraternelle.

Pour l'INTERNATIONALE DE FEDERATIONS ANARCHISTES LA CRIFA

(INFORMATIONS INTERNATIONALES - suite)

Pris entre Leylands et le puissant A.U.E.W., il n'est pas surprenant que les métallos aient revendiqué leur droit à la négociation. Comme à London Airport, les négociations salariales sont bloquées au niveau national. Parce que la crise économique actuelle réclame la collaboration état-syndicat, les syndicats acceptent de plus en plus le rôle de flics. Leur travail est de « vendre » une politique restrictive des salaires à des membres qui y répugnent. Bien sûr ce n'est pas une nouveauté mais de plus en plus ce sera la règle et non plus l'exception.

Au moment où le système a besoin d'une force de travail docile qui accepte tout ce qu'on lui propose, les relations traditionnelles entre le Labour et la direction des syndicats renforcent la coopération dont le capitalisme a besoin pour se relever. Les sociaux-démocrates réformateurs assurent la survie du système. Ils y ont pris leurs places et reçoivent leurs honoraires pour les services rendus.

Mais malgré les réformes et la collaboration, les travailleurs se montrent encore mécontents parce que le système ne peut leur donner les biens qu'ils désirent. Ce n'est pas seulement cela, mais aussi le système ne donne jamais aux gens le contrôle réel sur leur vie qu'ils désirent avec force. Nous sommes producteurs et consommateurs mais jamais maîtres de notre vie.

D'après FREEDOM

AU CHILI

Comme ailleurs, aucune dictature ne saurait étouffer la voix du peuple

Que sont devenus des Comités de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien? Sans doute faudrait-il poser cette question aux leaders de notre « bouillante » extrême-gauche? Le silence semble s'établir sur la dictature chilienne qui n'a pourtant rien abandonné de sa férocité et de sa brutalité. Le Chili ne fait plus la une de la presse de ces

messieurs qui ont à l'heure actuelle d'autres chats à fouetter et notamment la préparation des élections législatives de 1978. D'autre part les grands leaders de l'opposition chilienne sont soit morts pendant le coup d'état et les jours qui l'ont suivi ou depuis sous la torture, soit en exil où pour l'essentiel, ils « analysent » et « discutent » avec leurs homologues étrangers, européens notamment. Pourtant là-bas, dans l'Amérique latine militarisée où les bourgeois sont armés par nos financiers et industriels, tout un peuple est réduit à la misère, la famine, la répression. Cependant l'espoir n'a pu et ne sera jamais exterminé. C'est ainsi que des réfugiés arrivant en France, et qui dans la solitude et l'obscurité ne comptent que sur eux-mêmes pour aider la résistance qui s'organise là-bas, indifférente aux jeux politiques de l'exil, nous ont remis le court témoignage ci-dessous. Mais avant de laisser la parole à des résistants arrivés récemment au Chili pour témoigner et organiser le soutien mat., riel et moral à la lutte du peuple chilien une dernière question : avez-vous entendu parler de Sergio Pantoja Riveiros, soldat de Roberto Carmona, ouvrier maçon, et de Pedro Concha? Non, car ils ne sont les chefs d'aucun parti mais trois noms parmi des milliers d'autres chiliens qui ne renonçaient pas à l'espoir et qui disparaissaient hâpés par la machine mise en place par l'Etat chilien et la complicité internationale de nos gouvernements.

« Le peuple chilien pendant trois années de Gouvernement d'Unité Populaire, et avant l'Unité Populaire a appris que la bourgeoisie n'était pas invincible. A travers ses luttes il a fait reculer celle-ci, et le 11 septembre 1973 il se trouvait à l'offensive. Il essayait de créer le pouvoir populaire mais le gouvernement Allende faisait un tampon entre cette avance du prolétariat et la haine de la bourgeoisie. Mais le Peuple chilien a toujours affronté ses ennemis chaque fois que ceux-ci ont tenté de le frapper.

Le coup d'état de Septembre 1973 au Chili avec ses séquences de massacres, d'atteintes à la liberté et à la plus minime forme de démocratie, a aussi montré des faiblesses de la Gauche Chilienne et l'incapacité de sa « Direction » à conduire un vaste mouvement toujours prêt à combattre, et inconscient de son rôle historique dans cet échec. Mais aujourd'hui le Peuple chilien cherche à s'organiser et à construire de nouvelles formes d'organisation pour faire face à l'appareil répressif. Ce sont de nouvelles formes de luttes simples, mais elles montrent que le Peuple Chilien, tous les travailleurs du Chili, ne se sont pas écrasés. Ces nouvelles formes sont l'organisation de petits groupes réunissant aussi bien des militants ou adhérents de divers partis que des militants sans appartenance politique mais prêts à combattre la dictature. On distribue des pamphlets. On écoute clandestinement des radios étrangères. On fait des petits sabotages et des grèves. On s'organise pour chercher du travail aux chômeurs, pour faire des cantines pour les enfants de prisonniers, et pour soutenir les familles des torturés et des disparus. Et voilà l'exemple d'un peuple qui, même avec les souffrances qui sont les siennes, n'a pas peur de la dictature, qui ne se laisse pas écraser, qui fait l'union à la base et met en question les vieilles directions des partis politiques qui essayent de donner des leçons et des consignes à partir de l'Europe. Nous, peuple chilien, continuons le combat et proclamons qu'une autre lutte, avec l'unité de tous les travailleurs, vaincra. »

Des travailleurs chiliens arrivés récemment en France.

L'ENSEIGNEMENT :

HIER ET AUJOURD'HUI...

Depuis quelques mois, la querelle sur le maintien ou non de l'enseignement privé a repris, on parle parfois de « guerre scolaire ».

LA GAUCHE ET L'ECOLE LAIQUE SOUS LA IIIe REPUBLIQUE

Les radicaux et les socialistes (S.F.I.O.) ont toujours défendu l'école laïque créée par Jules Ferry.

« Les fêtes du Cinquantenaire de l'Ecole Bourgeoise se sont déroulées hier dimanche au Jardin des Tuileries. »

Le Parti Socialiste et la C.G.T. réformiste avaient prêté officiellement leurs concours à cette parade patriotique.

Ils ont participé au congrès officiel et mélangé leurs drapeaux rouges AUX DRAPEAUX TRICOLORES DE LA GUERRE IMPERIALISTE.

Les chefs socialistes glorifient Jules FERRY le Versaillais, nommé par THIERS lui-même après l'écrasement de la Commune, Préfet de la Seine, pour services rendus à la cause de l'ordre sanglant.

LE PATRONAGE DONNE PAR LA S.F.I.O. A LA CELEBRATION DE L'ECOLE LAIQUE ATTESTE SON TOTAL EMBOURGEOISEMENT.

Les grands maîtres du marxisme n'auraient jamais consenti à se compromettre dans une cérémonie semblable à caractère militariste.

L'ECOLE DE LA BOURGEOISIE, QU'ELLE SOIT LAIQUE OU RELIGIEUSE, FORME DES TRAVAILLEURS DOCILES A LA DOMINATION DE LEURS EXPLOITATEURS CAPITALISTES, ELLE PRECHE LE SACRIFICE A LA PATRIE BOURGEOISE ET LA SOUMISSION DE L'OUVRIER AUX PATRONS.

C'est elle qui a préparé la guerre de 1914-1918, c'est elle qui préparera la prochaine boucherie impérialiste.

LES CHEFS S.F.I.O. LA GLORIFIENT.

Ouvriers socialistes brisez avec eux, VOUS N'AVEZ RIEN DE COMMUN AVEC DES DEFENSEURS DE L'ECOLE CAPITALISTE. »

Florimond BONTE « L'Humanité » 22 juin 1931 (1er page, 3e colonne)

LE PROGRAMME COMMUN ET L'ECOLE

Aujourd'hui le P.S., le P.C.F. et les Radicaux de gauche font chorus pour défendre l'école laïque. Le programme commun prévoit la nationalisation de l'ensemble des établissements scolaires :

Tous les secteurs de l'enseignement initial et une part importante de l'éducation permanente seront réunis dans un service public unique et laïque dépendant du Ministère de l'Education Nationale.

La collation des grades et la délivrance des diplômes seront assurés exclusivement par l'Education Nationale.

Le bénéfice des lois laïques sera étendu à tout le territoire (y compris Alsace-Moselle).

Dès la première législature, les établissements privés qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnels percevant des fonds publics seront en règle générale nationalisés.

L'intégration progressive de leurs personnels non ecclésiastiques se fera selon des procédures garantissant le droit d'option, le respect des qualifications, le bénéfice des avantages du service public.

Les transferts nécessaires de locaux excluront toute spoliation. »

Programme commun Editions sociales - page 77

On remarque que le programme commun évite soigneusement toute spoliation. Mais peut-on parler de récupération dont il s'agit ! Mais les partis « ouvriers » P.C.F.-P.S. ne cherchent pas à savoir sur le dos de qui, patrons et clergé ont construit et développé leurs écoles ! L'exploitation des travailleurs et l'utilisation des fonds publics à des fins privées sont des problèmes apparemment inconnus de la « gauche » française.

L'ECOLE DE 1978

L'Ecole Laïque, qui est pourtant l'émanation de la bourgeoisie, ne correspond plus exactement aux besoins actuels de la classe dominante.

En effet, lorsque Jules Ferry a décidé d'instaurer l'école laïque, obligatoire et gratuite, il s'agissait bien de répondre aux besoins du capitalisme de l'époque, il fallait des ouvriers qui sachent lire et écrire.

Aujourd'hui l'école laïque est toujours au service de la bourgeoisie, celle ne fait que reproduire les rapports sociaux existants :

« on constate que fils de bourgeois et fils d'ouvriers n'ont pas les mêmes chances devant l'école puisque les uns réussissent là où les seconds échouent. L'école favorise les favorisés et défavorise les défavorisés, selon l'expression célèbre de Pierre Bourdieu. Ce faisant, l'école ne produit pas une différence spécifique, elle se borne à reproduire ou à perpétuer des inégalités sociales qui lui préexistent. »

Baudelot et Establot « L'école capitaliste en France » Editions Maspéro - 1971

Il faut savoir que les fils d'ouvrier a 70% de chances de sortir ouvrier de l'école, avant même d'y entrer.

Mais cette école laïque qui pourtant remplit bien son rôle, n'est pas encore, aux yeux de la bourgeoisie, assez efficace. En effet, elle revient trop chère, grève le budget de l'Etat, et se développe en son sein une certaine contestation de la société actuelle, que se soit à l'Université (rôle de l'Unef pendant la guerre d'Algérie, en 1968...), dans les lycées et les C.E.T. surtout depuis 1968...

Alors, la politique de la bourgeoisie surtout après l'instauration de la Ve République, a été de favoriser le développement de l'enseignement privé. La loi Debré (31 décembre 1959) permet à l'enseignement privé d'être subventionné par l'Etat, qui rémunère de plus le personnel, moyennant contrat avec l'Etat.

L'école privée c'est avant tout : un personnel plus docile, des élèves que l'on peut accepter et renvoyer à tout moment... elle diffuse aussi une idéologie encore plus réactionnaire. Enfin, elle accentue les différences sociales par son caractère payant.

L'essentiel de l'enseignement privé est assuré par les écoles confessionnelles (90% environ), mais aussi par des écoles privées « laïques » comme Pigier (dont la majorité des actions est détenue par I.T.T., tiens donc !). Mais il y a aussi les patrons, il existe depuis longtemps des écoles professionnelles propres à certaines entreprises où l'on peut former docilement un personnel « maison », c'est aussi, depuis la loi du ministre Royer, la prolifération des Centres de Formation des Apprentis (C.F.A.), là les élèves partagent leur temps pour moitié à l'école et pour moitié chez les patrons (où ils travaillent gratuitement !).

Il faut noter, et c'est important, qu'un élève qui vient de finir ses études dans une école privée a beaucoup plus de chances de trouver du travail que celui qui sort d'une école publique !!!

Depuis quelques années, les différents gouvernements favorisent l'enseignement privé en lui accordant des subventions de plus en plus importantes. Celui-ci est actuellement beaucoup mieux doté en matériel que les établissements publics, de même qu'en personnel (les effectifs de classe sont relativement peu chargés). Les établissements privés apparaissent pour les gens « bien-pensant » comme les seuls établissements où l'on travaille sérieusement et où toute contestation est exclue contrairement à l'enseignement public.

Pendant ce temps, l'enseignement public survit difficilement faute de moyens financiers, manque de moyens matériels, classes surchargées, conséquences : mauvaises conditions de travail, ce qui accentue encore la ségrégation sociale. De plus, chaque année, on licencie des milliers de maîtres-auxiliaires...

LA GAUCHE FACE A L'OFFENSIVE DE LA DROITE

La gauche réagit face à cette offensive sans précédent contre l'école publique par pur opportunisme électoral.

Quelques exemples :

— La F.E.N. (dont les dirigeants sont liés au P.S.) réagit vigoureusement au niveau des discours mais ne tente aucune action sérieuse.

— Le député Mexandeau (P.S.) demande la nationalisation de l'enseignement privé, il est désavoué par Mitterrand !

— En Bretagne, fief de l'enseignement catholique, le député Le Foll (P.S. ancien P.S.U.) condamne le projet de financement d'un C.E.S. privé par le Conseil Régional, mais à Rennes la liste de l'union de la gauche élue aux dernières élections municipales, avec, à sa tête, Edmond Hervé (P.S. tendance C.E.R.E.S.) affirme clairement qu'elle maintiendra les subventions accordées auparavant par la municipalité démocrate-chrétienne à l'enseignement privé (c'est le cas à Laval aussi).

Le P.C.F. n'a rien à envier au P.S., par exemple cette déclaration de Paul Laurent à Strasbourg (publiée dans « L'Humanité » du 2 décembre 1976) :

« Maintes fois dans le passé, l'Alsace s'est heurtée à l'attitude intolérante de politiciens anticléricals. De telles attitudes existent d'ailleurs encore aujourd'hui mais, soyez-en sûrs, pas de la part du P.C.F. »

Il est clair que la réalisation de l'union du peuple de France et la garantie de l'unité nationale elle-même commande pour l'Alsace et la Moselle le respect de leur héritage, la prise en compte de leurs spécificités. »

Cela veut dire clairement que le P.C.F. se prononce pour le maintien de l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles publiques d'Alsace et de Lorraine ! C'est la politique de la main tendue qui continue !

Et ceux qui osent faire de tels discours, sont ceux qui se réclament de la classe ouvrière ! Sans compter qu'à la veille de l'élection présidentielle de 1974, François Mitterrand a déclaré à Lille qu'il n'était pas hostile dans le cadre de la nationalisation prévue par le programme commun, au maintien des ecclésiastiques parmi le personnel ! Ce discours (selon certaines « mauvaises langues » bien informées) aurait été rédigé par un responsable national du S.N.E.S., membre du P.S. mais de la tendance Unité et Action (pro-communiste) !

ET LES ANARCHISTES ?

Par rapport aux volte-faces et aux contradictions des partis de gauche les anarchistes ne peuvent que condamner l'enseignement privé qu'il soit patronal ou confessionnel, mais peuvent-ils se faire pour autant les défenseurs de l'école laïque ? Absolument pas, l'école laïque est certes un progrès par rapport aux établissements privés, mais elle est au service de la bourgeoisie comme demain peut-être, dans un état « socialiste », elle sera au service de la bureaucratie pour mieux écraser l'autonomie du prolétariat (comme dans les pays de l'Est).

Deux positions sont possibles par rapport à cette situation :

— la création d'écoles marginales « libertaires », rejetant tous les principes des écoles officielles. Idéal intéressant, mais limité dans la pra-

tique faute de moyens financiers, Summerhill, par exemple, n'a touché qu'un nombre infime d'élèves, et, de plus, leurs parents étaient fortement motivés !

Notons que la loi d'aide à l'enseignement privé exclue toute école de ce type, il faut subir un contrôle « pédagogique » pour recevoir des subventions !

Ce type d'expériences n'est pas à rejeter au contraire, mais il faut être conscient du caractère limité de leur influence dans la société actuelle.

— la lutte à l'intérieur de l'école publique, non pas pour obtenir une amélioration de celle-ci, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réforme dans le cadre actuel, mais pour obtenir une autre forme d'enseignement au service du peuple, mais il faut être conscient que cela n'est possible que dans le cadre d'un changement des structures économiques et sociales du pays.

Nous pouvons reprendre à notre compte la proposition du syndicat C.N.T. de l'enseignement, dont l'activité se développe actuellement sur tout le territoire espagnol :

« Dans un contexte social anti-autoritaire et décentralisé pour lequel lutte la C.N.T., la vraie école est la vie : l'apprentissage ne peut pas isoler des communautés naturelles où se développent les individus... »

Nous suggérons l'autogestion éducative : c'est à dire la réalisation de l'apprentissage individuel et collectif, directement contrôlé par les groupes et communautés naturelles, sans surveillance étatique ni exploitation privée.

Nous proposons leurs remplacements par des associations de quartiers, collectifs de production, syndicats, centres culturels et récréatifs, groupes d'individus dont la force unificatrice soit la créativité et le contrat social librement accepté. L'autogestion va ainsi résoudre le dilemme schizophrénique entre école privée et d'état, puisque sera ainsi rompu l'uniformité et la bureaucratie croissante que provoque l'étatisation de l'enseignement. D'autre part, l'autogestion éducative, exige une socialisation de l'apprentissage, c'est à dire la participation publique et égalitaire, assumée par la communauté dans l'explication, la question et la re-création du milieu, sans aucun gain privé ni spécialités intermédiaires. Par la fédération de groupes et des échanges de ressources, on gardera la diversité de formes locales et naturelles tout en passant par-dessus les divisions géographiques. Ainsi la tâche éducative ne pourra plus justifier ni renforcer le capitalisme privé et la bureaucratie étatique.

Notre objectif, est de rendre à tous les individus et à leurs communautés naturelles le droit vital, qui est l'élaboration d'un processus culturel, sans aucun type de privilège. »

« Alternativa libertaria a la ensenanza » C.N.T. - juin 1976

« TOUTE LUTTE REVOLUTIONNAIRE DANS L'ENSEIGNEMENT DOIT PASSER PAR LA LUTTE POUR LA DESTRUCTION DU SYSTEME MEME D'ENSEIGNEMENT »

C.N.T. - juin 1976

Léon ALBERT

LYCEENS ET LUTTE DE CLASSE

La jeunesse bouge, la jeunesse revendique. Depuis l'affaire Guyot jusqu'à la réforme Haby en passant par les sursis et la circulaire Fontanet, elle est là chaque printemps, bousculant parfois les états-majors politiques et syndicaux.

A travers tous ces mouvements, on a voulu voir dans cette jeunesse de l'après-68, un potentiel révolutionnaire capable d'entraîner avec elle des changements profonds qui s'imposent. La jeunesse pour tous les secteurs politiques est bien attirante. De l'extrême-droite à l'extrême-gauche chacun construit son organisation de jeunesse, chacun sent bien que, si la jeunesse manque, le dynamisme de l'organisation s'en ressentira. Mais, nous n'allons pas discuter aujourd'hui si oui ou non il faut construire une organisation de jeunesse, mais plutôt de voir comme des mouvements révolutionnaires, faute d'en analyser le contenu social, commettent les plus graves erreurs quant aux « mots d'ordre » et aux débouchés des luttes qui sont en cours.

Avant d'aller plus loin, nous voulons rappeler que nous ne parlons ici que du problème lycéen, ce qui veut dire que nous laissons le soin aux militants anarchistes des C.E.T. et des facultés de faire leur propre réflexion sur leur propre problème. Nous ne parlons ici que de ce que nous vivons, étant bien entendu que le problème des facs et des C.E.T. est à tout égard bien différent.

A partir de cette constatation, une question évidente vient se poser : quel syndicalisme pour la jeunesse lycéenne ? En fait on se retrouve devant les mêmes contradictions que nous avons exposées tout à l'heure.

Pour nous le syndicalisme révolutionnaire, c'est un syndicalisme de classe et de masse. Mais comment concevoir un tel type de syndicalisme dans les lycées ? Soyons clairs : si le syndicalisme lycéen est de masse, il n'est plus de classe puisqu'il rassemble en son sein futurs ouvriers, futurs employés, futurs cadres et futurs patrons. Et inversement, s'il est de classe (et comment définirait-on cette classe par rapport à notre sensibilité personnelle ?), il n'est plus de masse pour les mêmes raisons.

Alors que faire ? Il ne s'agit pas pour nous de dire que dans tel lycée on doit faire ceci ou cela mais plutôt d'établir une ligne de réflexion à partir de laquelle, selon les situations, on peut agir dans un sens libertaire. Incohérence ? Certes pas, mais plutôt réflexions de lycéens qui sont de plain-pied dans l'action syndicale et qui connaissent les problèmes auxquels ils sont confrontés chaque jour.

La jeunesse est-elle révolutionnaire ? C'est la première question que nous devons poser. Elle est essentielle et fondamentale quant à l'action propre que nous voulons mener sur nos lycées. Une telle question ne doit pas être examinée à la va-vite. Sous prétexte que, dans les cortèges lycéens, on trouve nombre de drapeaux noirs et de drapeaux rouges ou qu'on puisse entendre l'éternel slogan « étudiants, lycéens, travailleurs, tous unis ! », certains ont voulu voir dans la jeunesse lycéenne le milieu rêvé pour une propagande de classe et c'est ainsi que l'éminent marxiste allemand, Liebknecht, déclarait que « la jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne ». Une telle conception est totalement fautive car elle veut faire croire que la jeunesse est un tout homogène dans lequel tout est blanc ou tout est noir.

Comment qualifier le milieu lycéen de révolutionnaire quand ce même milieu est composé aussi bien de

futurs ouvriers, de futurs cadres que de futurs patrons ? Il faudra bien qu'on nous explique un jour où l'autre en quoi la revendication « droit à l'emploi au niveau de qualification acquise » a quelque chose de révolutionnaire, si ce n'est qu'elle est purement bourgeoise maintenant la hiérarchie et la sélection tant décriée par nos « révolutionnaires ». Pareil pour le slogan, « Chômeur diplômé, c'est pas un métier » comme si le fait de n'être pas diplômé pouvait justifier le « métier » de chômeur.

C'est là tout un tas de contradictions qu'il faut lever et si les organisations gauchistes avaient un caractère de classe qui ne soit pas celui d'être composé en grande partie d'étudiants, elles en viendraient certainement à ne pas dire des abstractions pareilles.

Les revendications de la jeunesse contiennent en elles-mêmes tout un tissu de contradictions, contradictions dans lesquelles nous aussi, militants anarchistes lycéens, sommes confrontés. Il faut bien avouer que pour les lever, la chose n'est pas aisée et nous ne pensons pas que ce soit faute de formation théorique mais plutôt d'honnêteté militante.

Il est sûr que nous trouvons dans les revendications de la jeunesse lycéenne des aspirations que nous pouvons qualifier de révolutionnaires parce qu'elles remettent en cause un certain type de société. (cf loi Debré : sursis, armée...) Mais nous disons aussi que cela ne suffit pas parce que dans le lycée se cotoie une jeunesse qui, par son origine, est elle-même dispersée.

Dès la seconde, la sélection a rempli son rôle, la majorité de la jeunesse ouvrière est dirigée vers les C.E.T. et ce n'est plus que 7 % de fils d'ouvriers qui se trouvent être dans les facultés.

Mais, si l'origine familiale détermine, pour une bonne part, la future situation sociale du lycéen, il serait faux de croire qu'elle est totalement déterminante. Certains lycéens relient leur classe et pas seulement en paroles, pour rejoindre une fois la « majorité » atteinte l'usine ou le bureau. D'autres se dirigent vers des écoles d'ingénieurs ou carrément vont faire deux, trois petits tours du côté de l'E.N.A.

Cependant, il ne faudrait pas tomber dans l'autre côté de la barrière qui consisterait à faire de l'ouvriérisme absolu. L'analyse des classes sociales n'est plus la même que celle qui pouvait exister au début du 20ème siècle ; les couches moyennes sont apparues, la petite bourgeoisie s'est renforcée, il n'y a plus que des bourgeois et des prolétaires.

Etablir dans les lycées une structure permanente de lutte nous semble profondément utopique car, dans un syndicat, chacun sait qu'il y a une formation militante à acquérir, formation qui permet à tout syndiqué de prendre en charge son organisation. Mais une formation militante ne s'acquiert pas en deux jours et on n'est pas lycéen toute sa vie. Dans ce cas, comment concevoir un tel type d'organisation qui écarterait toutes manières des partis politiques et donc toutes tentatives de bureaucratie ? L'exemple de l'U.N.C.A.L. est, à ce titre, flagrant. Ceci dit, nous considérons qu'en soi une structure permanente syndicale serait une bonne chose mais qui, dans la situation actuelle, devrait surmonter des obstacles à notre avis insurmontables.

Par contre, ce que nous savons, c'est qu'en période de lutte, des organisations lycéennes naissent ici et là, sous la forme de comités d'action ou de comités de lutte et nullement ce genre de comités fantomatiques et autoproclamés qui rassemblent deux-trois militants politiques plus quelques inorganisés.

Ce qu'il faut faire pendant les périodes de lutte, c'est exiger que tout le monde puisse se prendre en charge sans avoir besoin pour cela des petits chefs et des beaux-parleurs.

Le système scolaire tel qu'il est conçu aujourd'hui est celui d'abrutir l'individu. Et, par rapport à cela, nous jugeons extrêmement positif le fait que, pendant une grève, les lycéens se retrouvent, parlent du problème sexuel, de l'armée et d'autres choses encore.

Quelqu'un disait qu'il n'existait pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. Il avait raison. Dans cette rapide étude, nous avons essayé de définir le contenu social du milieu lycéen et par delà le type d'intervention syndicale que nous pouvions avoir au niveau des lycées.

Il est temps aujourd'hui de dire qu'il ne faut pas croire que les lycéens sont les futurs cadres dirigeants du mouvement ouvrier. Il existe dans l'école un potentiel de révolte qui n'est pas forcément révolutionnaire. Nous sommes ce que nous sommes, à nous d'en tirer les conclusions et le mouvement ouvrier pourra juger sur pièces ce que nous serons devenus : soit une joyeuse bande de cadres supérieurs qui baratinent sur la lutte des classes ou, au contraire, des militants qui avant de dire n'importe quoi, réfléchissent sur leur condition sociale.

Groupe Libertaire
du Lycée de Fresnes
(Extrait du Libertaire N° 10
en vente à Publico - 1 F)

Ecole normale en lutte :

UN PATRON MEME A GAUCHE RESTE UN PATRON

Le 21 mars 1977, les normaliens 2e année de l'école normale de garçons d'AMIENS décidaient de ne plus suivre les cours traditionnels (cours inadaptés, magistraux, etc.) pour travailler en ateliers, ceci afin :

— de mieux adapter la formation aux besoins de chacun, et, en particulier, travailler où, quand, comme nous en ressentons le besoin,

— de chercher des informations sur certaines pédagogies complètement ignorées et cachées à l'E.N. (FREINET, etc.).

— de créer d'autres rapports (que les rapports magistraux profs-élèves) étant persuadés que ces rapports nous prépareraient à enseigner d'une façon magistrale dans nos classes,

— de réfléchir sur le véritable rôle joué par l'école dans notre société.

Depuis, nous travaillons toujours suivant ce schéma avec choix puis bilan des activités en A.G.

Même si ce combat est pour nous une riche expérience (en ce sens que ceux-ci ne sont choisis que pour notre lutte sans subir l'autoritarisme d'un syndicat, d'un « comité de lutte » toutes les décisions se prenant en A.G., et quand l'élection de délégués s'avère indispensable ceux-ci ne sont choisis que pour transmettre les décisions élaborées par tous, un point c'est tout) nous avons rencontré ces mêmes problèmes qui, chaque année, s'opposent aux luttes des normaliens :

— difficulté d'étendre la lutte (en particulier à cause de l'isolement des E.N. entre-elles)

— contradiction permanente entre nos opinions et le fait qu'une E.N. est, qu'on le veuille ou non, une institution chargée de former des enseignants pour l'école capitaliste en France.

Mais l'attitude des professeurs, au cours de cette lutte, a elle aussi été très significative. Précisons tout de

suite que, dans ces professeurs, se retrouve tout l'éventail des partis politiques traditionnels, du R.P.R. de Chirac au Parti communiste.

Et bien, tous ces « démocrates » se sont tous retrouvés d'accord dès que leur pouvoir s'est trouvé un instant menacé (c'est eux qui disposent du savoir, nous on est là pour apprendre, pour...obéir) et même si ceci a obligé un militant du P.C. à défendre les textes officiels, c'est-à-dire l'école capitaliste !!!

Aujourd'hui les voici rassurés, ils contrôlent, sélectionnent, sanctionnent à nouveau. Quant au Directeur, membre du P.S., il a joué, du début à la fin, le rôle du PATRON rompant dernièrement toute négociation (c'était se soumettre ou s'inscrire au chômage).

UNE CONCLUSION s'impose donc : ce n'est certainement pas la « GAUCHE » qui nous conduira à l'émancipation, déjà aujourd'hui ILS SE CONDUISENT EN PATRONS !!! (Tout comme en ITALIE d'ailleurs où nous avons toujours pris en main les maîtres communistes envoient les flics et l'armée contre les manifestants.)

Dès aujourd'hui, il nous faut lutter contre nos maîtres actuels mais aussi contre tous ceux (bureaucrates de droite ou de gauche) qui ne visent déjà qu'à nous asservir à nouveau et ne cherchent qu'à prendre le pouvoir.

LE MONDE NOUVEAU QUE NOUS SOUHAITONS, PERSONNE NE NOUS L'OFFRIRA, LA SOLUTION C'EST NOUS QUI LA DETENONS.

LE MONDE DE DEMAIN C'EST CHACUN DES TRAVAILLEURS QUI LE CONSTRUIRA !!!

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS NE SERA L'ŒUVRE QUE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES !!!

Un Normalien de
l'E.N.G. d'AMIENS

« CHING PING MEI »

C'est l'agence France Presse qui a révélé le pot aux roses, dans une dépêche datée de Pékin.

Ça se passait le 13 avril, dans la capitale chinoise : un chauffeur de taxi lisait, tout en le cachant précautionneusement entre les pages de l'austère quotidien du Parti, le Rennan Ribao, un livre interdit depuis l'accession des maosistes au pouvoir en 1949, un livre considéré comme un classique de la littérature érotique chinoise : le CHING PING MEI. Ce bouquin polisson conte les plaisirs d'un homme qui finit par succomber à une dose trop forte d'aphrodisiaques, et il est vieux de quatre siècles.

Le chauffeur de taxi avoua sans hésitation à une cliente étrangère qu'il n'était guère difficile de se procurer ce genre d'ouvrages, qui circulent sous le manteau en Chine Rouge, malgré l'interdiction.

On a même appris que, lors du tremblement de terre de Tang-Shan, le 28 juillet dernier, on avait trouvé des livres prohibés, dissimulés dans des caches aménagées dans les murs des maisons détruites.

Ce petit fait, sans grande importance, nous confirme cependant que la censure — même lorsqu'elle atteint des dimensions ahurissantes, comme dans les pays dictatoriaux — n'empêche rien, et que l'homme a suffisamment de ressources de débrouillardise et d'esprit inventif pour ridiculiser les décrets d'interdits en tous genres, même après des décennies de pouvoir absolu et de propagande officielle.

Bernard LANZA

GASTON COUTÉ

Chanson d'un gars qu'a mal tourné

Poèmes de Gaston Couté. Interprété par B. Meulien et G. Pierron (disques Alvarez production BAM réf. 819 B). Musique de G. Pierron. Chansons interprétées par G. Pierron. Poèmes dits par B. Meulien. Accompagnement : Eddy Shall (accordéon), Paul A. Mabby (guitare), Didier Levallet (basse).

Le projet de Pierron et Meulien, fidèles interprètes de Couté à une époque où ce n'était pas de mode est marqué aujourd'hui par la sortie de leur disque commun qui constitue un très large et très bel éventail de la poésie de Couté et de leur talent propre. Plutôt qu'une critique, nous avons préféré faire préciser à G. Pierron les problèmes qui peuvent se poser à des interprètes qui veulent imposer une chanson de qualité en refusant la « marginalité » en matière de production. Les lignes qui suivent ne constituent pas une « interview » en règle mais sont le condensé d'une conversation amicale.

A l'époque (il y a dix ans) je grattais seulement, je commençais à faire la manche dans les bistrotts. Un copain m'avait fait écouter un disque où Pierre Brasseur interprétait « Jour de lessive ». J'ai beaucoup apprécié puis j'ai eu envie de trouver un bouquin de l'auteur dont j'avais oublié le nom. J'ai fait les quais et ai demandé à tous les bouquinistes : « connaissez-vous l'auteur de la chanson « Jour de lessive ». Réponses négatives jusqu'au jour où j'ai posé la question à Louis Lanoizelée qui m'a répondu : « C'est Gaston Couté ! ». Il m'a vendu un bouquin que j'ai feuilleté immédiatement. Alors que je n'avais jamais mis de textes en musique, j'ai fixé des mélodies sur les textes de Couté, « Le fondeur de canon », « Le déraillement », chanson de braconnier, « Les trois roses ». Je les chante d'ailleurs encore aujourd'hui. A cette époque, je chantais du Graeme Allwright dans un petit cabaret. J'ai alors ajouté quelques chansons de Couté. Puis j'ai rencontré un gars qui chantait du Jean Hugues, Vania. Ensuite, je suis parti 6 mois à Terre Neuve et un an à Saint-Malo où je chantais

dans les bars de marins. Lorsque je suis revenu, Vania avait continué à interpréter Couté. Il avait rencontré B. Meulien et tous deux avaient monté un spectacle. J'ai entendu Bernard au Bateau Lavoire de Nantes. Le livre s'ouvrait une seconde fois. Bernard et moi montons un spectacle au Théâtre du Tertre. Puis nous passons à l'émission de Jacques Erwan sur France-Musique. La bande de l'émission a intéressé la maison de disques Alvarez qui nous a proposé d'enregistrer. Voilà.

Pourquoi avoir enregistré dans une maison de production et ne pas avoir choisi une édition à compte d'auteur ?

Ce qui m'intéresse, c'est faire interpréter des chansons. Si l'on veut tout faire soi-même, j'estime que l'on perd son temps. Il faut déjà tirer les affiches, les coller, contacter les M.J.C. alors si en plus il faut trouver le fric pour faire un disque, le vendre... cela ne m'intéresse pas du tout ; d'autant que des gens dont c'est le métier avaient envie d'enregistrer notre travail et ne nous demandaient pas de concessions...

Tu n'as fait aucune concession ?

Non. Alvarez est une maison qui depuis 20 ans défend des gens non commerciaux comme Debronckart, Bertin, Douai, Jean Vasca. Nous avons présenté ce que nous voulions enregistrer, avec qui nous voulions le faire et donné notre conception du disque, de l'agencement des chansons jusqu'à la pochette.

Que « rapporte » le disque ?

Un 33 tours comme le notre se vend en moyenne à 2 000 exemplaires. Lorsqu'il est vendu en magasin, nous touchons des « royalistes » qui s'élèvent à 5 % du prix de gros, c'est-à-dire 40 centimes chacun par 33 tours vendu. 2 000 fois 40 centimes voilà l'argent que je touche en plus. En fait un disque ne nous fait gagner un peu d'argent que parce qu'il est possible de le vendre au noir dans les spectacles. Là, ça nous aide un peu.

T'estimes-tu « récupéré » pour avoir enregistré dans une maison de disques ?

Non. Si personne n'avait voulu enregistrer un disque de Couté. Je l'aurais fait moi-même si j'avais eu quelques sous, mais en dernier lieu, parce que je n'avais pas eu d'autre choix. J'ai choisi une forme de facilité en me déchargeant de pas mal de problèmes, mais aussi de simplicité.

Je pense que l'aspect « marginal » ne se justifie pas clairement. Je trouve formidable que quelqu'un dise : « j'avais envie de faire un disque, ça n'intéressait personne, mais je crois à mon travail. Mais lorsque certains disent : « je fais mon disque à compte d'auteur pour ne pas entrer dans le système », là je me méfie parce que les nécessités de la distribution font qu'il devra obligatoirement passer par ce système. Le même problème se pose avec l'édition qu'effectue « Le Livre du ch'min », choix de la chaîne, un libraire qui prend 33 % sur la vente d'un livre. Le show business est un milieu pourri parce qu'il cherche à gagner de l'argent sans permettre une émulation des auteurs et interprètes. Mais pourquoi ne pas collaborer avec les gens de métier qui cherchent à faire un bon travail ? Quand c'est possible bien sûr.

Que penses-tu du « renouveau » Couté qui se développe actuellement ?

Un phénomène prend naissance mais plus dans la profession que dans le public. Bernard et moi avons défendu Couté dans un isolement presque total. Ce que je peux dire, c'est qu'il est très encouragé que l'on re-parle de Couté car c'est un auteur très riche. Bien sûr, il y a toujours des risques et il intervient des admirateurs plus ou moins sincères. Il faudra sans doute un jour choisir les siens.

Que comptes-tu faire maintenant ? Disque, spectacle ?

Je ne peux pas dire de façon rigoureuse et implacable comment les choses vont se passer, je trouve cela gênant. La poésie est détruite lorsqu'on veut tout programmer. De toute façon je souhaite être discret sur l'avenir.

Dominique JEAN-CHARLES

Le disque de Pierron et Meulien et les œuvres de Couté sont en vente à Publico.

RENAUD

un amoureux de Paname

Interprétant des chansons de R. Séchant, le premier disque de Renaud est avant tout une immense provocation. « Hexagone », la plus osée sans doute, met en cause la vie quotidienne de 50 millions de français :

« Ils se souviennent, au mois de mai, d'un sang qui coula rouge et noir d'une révolution manquée qui faillit renverser l'histoire, j'me souviens surtout d'ces moutons, effrayés par la Liberté, s'en allant voter par millions pour l'ordre et la sécurité. »

mais encore :

« En décembre c'est l'apothéose, le grande bouffé et les p'tits cadeaux ils sont toujours aussi moroses mais y'a d la joie dans les ghettos, la terre peut s'arrêter de tourner ils rat'ront pas leur réveil moi j'voudrais tous les voir crever étouffés de dinde aux marrons. »

sans oublier la conclusion qui doit donner des insomnies à Michel Sardou :

« Etre né sous l'signe de l'hexagone, on peut pas dire qu'ça soit bandant si l'roi des cons perdait son trône, y'aurait 50 millions de prétendants. »

Mais ce provocateur qui se permet d'interpeller le « Camarade bourgeois, camarade fils à papa » est aussi et surtout un amoureux de Paname, son accent est là pour nous le rappeler : « Ecoutez-moi les Gavroches » et « Amoureux de Paname » dans laquelle il interpelle les écologistes, en sont une vivante illustration.

« Ecoutez-moi, vous les ringards écologistes du sam'di soir cette chanson là ne vaut pas un clou vous qui voulez du beau gazon des belles pelouses, des p'tits moutons, des feuilles de vignes et des p'tites fleurs, faudrait remettre vos montres à l'heure moi j'suis amoureux de Paname du béton et du macadam... »

Son amour de Paname, l'amène à faire référence à la Commune, mais aussi à défendre les mauvais garçons de la capitale :

« Ecoutez-la, ma java sans joie, c'est la java d'un p'tit gars, écoutez-la, ma java sans joie la java d'un p'tit gars qu'était sans foi, ni loi. »

Mais Renaud sait aussi chanter l'amour, ainsi Rita :

« Rita, donne moi ton cœur, Rita, donne moi ta main, Rita, donne moi ta sœur, Rita, nous partons demain. »

RENAUD - 33 tours Editions Polydor

Léon Albert

UN PRIX MAURICIUS

Il y aura bientôt trois ans mourait Maurice-Frédéric Vandamme, dit Mauricius, qui s'était fait connaître au début du siècle par sa collaboration à la presse libertaire et qui, pendant la Première Guerre mondiale, dénonça inlassablement les nationalismes et les intérêts responsables et bénéficiaires du conflit. Il avait été avec Sébastien Faure le fondateur du journal, ce qu'il faut dire. En 1921, il fut un des premiers Français à visiter et à parcourir la Russie en révolution, où — mandaté par des militants incarcérés à la Santé — il fut emprisonné par la Tcheka, et où il rencontra Nestor Makhno en Ukraine.

A son décès, survenu le 28 juin 1974, Mauricius a légué une somme de 120 000 francs actuels (12 millions anciens) à l'Institut d'histoire sociale, auquel il a également fait don d'importantes archives. Conformément au désir exprimé par Maurice-Frédéric Vandamme et par ses ayants droits, un prix Mauricius sera décerné, apprend-on, par l'Institut d'histoire sociale pour récompenser les auteurs d'œuvres dont l'objet principal sera la défense des libertés individuelles, de l'humanisme et de la paix.

La périodicité et les modalités de cette attribution sont actuellement à l'étude.

P.-V. BERTHIER

ATTENTATS CONTRE DES LIBRAIRIES

ANGERS

Dans la nuit du 23 au 24 avril 1977, la « Tête en bas », librairie angevine spécialisée dans la vente de livres « pas bien pensants », était victime d'un attentat fasciste.

Plusieurs millions de dégâts, le local presque entièrement détruit, etc. Une large fraction de la population angevine vint soutenir les victimes de ce Farenheit 451 par des signatures, des lettres de réprobation ou par un soutien financier. La nouvelle municipalité de gauche d'Angers s'éleva avec vigueur contre cette intolérance, ainsi que le P.C., la F.E.N., presque toutes les organisations d'extrême-gauche, le groupe F.A., naturellement, et bien d'autres encore.

Pourtant, des voix restèrent muettes, des voix qui se déclarent pourtant solidement attachées à la Liberté avec un grand « L », qui sont les premières à faire entendre leur réprobation lorsque de vilains « anarchistes » posent un pétard ici ou là, ou lorsque des travailleurs tentent de se défendre contre la répression policière dans la rue ou à l'usine ; ces voix, qui prétendent si chèrement défendre la liberté de la « nation française », ce sont celles de tous les partis de droite (R.P.R.,

R.I., C.D.S. et compagnie). Toutes ces voix de la « liberté », nous les avons attendues à Angers pour s'élever contre cet attentat qui porte une atteinte flagrante et criminelle à la liberté d'expression. Nous les attendons toujours mais sans doute veulent-ils nous faire comprendre par leur silence que la liberté, pour eux, revêt une certaine couleur, qu'elle ne saurait exister pour ceux qui préchent la révolution, et que l'on devrait déjà s'estimer heureux de pouvoir en parler.

Patrick MAUGET du groupe P. MAUGET Angers

LE MANS

Dans la nuit du 27 au 28 avril, la librairie « La Taupe » a été victime d'un attentat d'origine fasciste.

Après avoir défoncé une vitrine à coup de pavé et de barre à mine, deux cocktails molotovs ont été lancés dans la librairie ; ils ne se sont pas enflammés, mais un bidon d'essence laissé sur place, atteste l'intention criminelle !

Si l'incendie s'était déclaré, c'était non seulement des livres, mais quatre personnes habitant au-dessus de la librairie qui brûlaient.

« La Taupe » : Qu'est-ce que c'est ? « La Taupe » existe depuis 5 ans, cherchant à rompre avec l'image traditionnelle de la librairie.

« La Taupe » se veut un lieu de rencontre, de circulation des idées et d'échange d'informations tant politiques que sociales et culturelles.

Un effort particulier est porté sur la diffusion de livres et journaux « marginaux », ces textes étant jugés trop « subversifs » ou non commerciaux par les autres librairies. « La Taupe » organise régulièrement des rencontres-débats, avec des éditeurs, des écrivains, des journalistes, cherchant à établir une communication directe auteur-lecteur. Si vous défendez comme nous la liberté d'information et d'expression, si vous souhaitez qu'une telle librairie continue à vivre, passez nous voir : 2 quai Lalande, Le Mans.

ON PEUT VOULOIR BRULER DES LIVRES, ON NE PEUT PAS BRULER DES LIVRES !

LES POLITICIENS AUX ABOIS

DEVANT UNE CRISE ECONOMIQUE QUI S'AGGRAVE !

par Maurice Joyeux

Les citoyens que passionnent la vie politique ont été gâtés ces derniers temps ! La radio, la télévision, les salles de spectacle transformées en salles de réunions, nous ont présentés tous les personnages qui dominent ou désirent dominer une formation politique quelconque, de manière à assurer leur arrière dans la course au pouvoir, peut-être aussi pour être au premier rang lorsqu'il s'agira de négocier avec le vainqueur des prochaines élections des arrangements fructueux pour tout le monde. Politique dérisoire, de rats qui dansent sur un volcan, qui le savent, mais qui ne peuvent se dispenser de cette comédie symbolique qui sert de décorum à la politique parlementaire.

Depuis trois ans la situation économique n'a fait que se détériorer malgré les proclamations triomphantes des personnages en place ! Souvenons-nous de ces couplets sur la régression du chômage, sur la diminution de l'inflation, sur la stabilité monétaire, sur la reprise économique ? Les rares périodes d'accalmies n'ont été que des paliers d'où la crise a rebondi vers une catastrophe prévisible. Aujourd'hui il suffirait à une information honnête de relire notre presse spécialisée pour constater la légèreté des hommes politiques, le ridicule de la presse spécialisée et la solidité des jugements que nous rendions alors. Et ce n'est que lorsque le temps des illusions ce fut évanoui, que la société libérale du profit prise à la gorge et menacée dans ses œuvres vives, fit appel à M. Barre pour prendre des mesures qui n'avaient pas pour but d'enrayer la crise, ce qui était impossible, mais de la stabiliser et surtout d'en faire payer le prix aux travailleurs !

Finis le triomphalisme chez ceux qui nous gouvernent ! Finis le triomphalisme chez ceux qui se proposent de les remplacer ! Aujourd'hui nous sommes un ton en dessous. M. Mitterrand demande cinq ans pour résorber le chômage, M. Barre sourit de tant de naïveté, M. Mendès France qui a de l'expérience et de l'honnêteté, suggère qu'une simple diminution même serait encourageante, M. Chirac qui est un dur, un coupe-jarret et qui n'a plus d'illusions est en train d'accorder dans le silence de son cabinet les « disciplines nécessaires » et la manière forte de les imposer, que la situation requière ! Après les exercices de style de Giscard pendant sa campagne électorale, après le triomphalisme de Chirac premier ministre, nous voici rentrés dans une vie politique réaliste où chacun s'efforce de faire oublier ou de modifier les conneries complaisamment étalées en d'autres temps. Chacun s'efforce également de trouver une formule, un moyen, une méthode, pour retarder la fuite d'une société libérale qui fut un paradis pour les notables de droite comme de gauche, pour les Rastignac de la politique, des lettres et des arts. Ils sont attendrissants et ridicules à la fois. Regardons encore un peu, avant qu'ils ne disparaissent !

Les deux vedettes de ce mois politique agité, où fut répandu beaucoup de salive, furent incontestablement Mitterrand et Barre opposés comme des gladiateurs dans le cirque, sous l'œil des foules le cœur serré par la conjoncture. Consultez les hebdomadaires politiques de toutes opinions, leur jugement fut identique ! Ils n'ont rien dit sur le fond de la crise. Ils se sont contentés de proposer des moyens dérisoires pour colmater les brèches en espérant qu'avec le temps les choses s'arrangeraient d'elles-mêmes. Ils ne pouvaient rien proposer d'autre car pour l'un comme pour l'autre, il s'agissait de rééquilibrer l'économie capitaliste, sans toucher à l'essentiel, sans toucher, autrement qu'en surface aux différences qui sont la raison d'être du système. Et pourtant, eux, ils savent, ce que le public

redoute sans se l'expliquer clairement ! Cette économie industrielle basée sur les différences de classe a fait son temps. Le système actuel des relations politiques entre les notables de la démocratie et le peuple les empêchent de dire la vérité à la veille d'une consultation électorale importante. D'où cet à peu près que tout le monde ressent et qui crée une angoisse profonde qui pèse sur la société comme une chappe de plomb.

Depuis cent cinquante ans, la société marchande reposait sur une équivoque, le prix anormalement bas de l'énergie et de la main-d'œuvre. Cette équivoque vient d'être levée. L'industrie doit payer et paiera de plus en plus cher les matières indispensables pour fabriquer de l'énergie : le charbon, le pétrole, l'uranium ! Pour deux raisons : la première c'est que les pays qui les possèdent ont pris conscience de leur valeur ; la seconde c'est que leur rareté, comme l'augmentation de leur utilisation par l'industrie vont en faire un enjeu entre les puissances industrielles. Et les sociétés vont avoir besoin de plus en plus d'énergie pour satisfaire leurs citoyens, hier vivant dans la pauvreté et qui aujourd'hui — même lorsqu'ils sont chômeurs — exigent un niveau de vie, et ils ont raison, sans commune mesure avec ce que fut celui de leurs parents. Et en plus ils devront faire face à des économies industrielles naissantes et qu'ils contribuent eux-mêmes à développer et qui leur disputeront l'énergie et la clientèle à coup de dollars.

Ces données nouvelles vont s'accroître au cours des années à venir. Elle nécessite une refonte complète libérale marchande, une évaluation nouvelle des prix de revient et des prix de vente, des profits également, une redistribution du revenu de la fabrication parmi la population, un choix parmi les fabrications. Cela, ni Mitterrand, ni Barre ne pouvaient le dire car ils sont les représentants d'un système électoral et parlementaire qui est basé sur des notables et que ces notables sont le reflet électoral de citoyens qui n'envisagent les changements indispensables qu'à travers le maintien de leur carrière, de leurs avantages acquis et que justement, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire des révolutions économiques, les transformations profondes qu'exigent la situation remettent en question les carrières des classes dirigeantes dont les notables sont les élus et les clients et cette situation électorale qui expliquent le caractère profondément conservateur des partis politiques de gauche et des syndicats, qui sacrifient tout idéal à la classe à l'électeur et au cotisant.

Mais la vie politique ne nous offre pas que de la matière pour des réflexions sérieuses, elle nous permet de voir jusqu'où est tombé ce personnel politique lorsqu'il s'agit de défendre des privilèges qui ne sont pas tous économiques, mais qui tous confèrent les moyens d'exercer une volonté de puissance.

A l'instant où Mitterrand et Barre nous donnaient une nouvelle version du fameux « bonnet blanc ou blanc bonnet » inventé par son compère Ducloux, Marchais en pleine forme lançait dans l'arène la facture du Programme Commun, facture que pour ma part je trouve modeste et qui pourrait facilement être épongé par une économie d'où le profit, la plus-value et la monnaie en tant que marchandise seraient abolies. Pour une bombe ce fut une bombe ! Mais une question vient à l'esprit. Pourquoi avoir choisi cet instant ? Puis une autre. Marchais désire-t-il, vraiment gouverner avec ses compères Mitterrand et Fabre ? Il est possible que le parti communiste, dont les desseins comme ceux du Seigneur sont impénétrables, ait fait le même raisonnement que nous, et qu'en fin de compte il

n'éprouve aucun enthousiasme pour gérer la déconfiture du régime. Il est possible qu'il ait pensé préférable, plutôt que se débattre dans des difficultés insurmontables, de laisser Chirac, Barre, Giscard et d'autres assumer la faillite du système, se réservant de cueillir, un peu plus tard le fruit devenu plus mûr ! Si c'est le cas attendons-nous à voir le parti communiste et Marchais en rajouter et faire bonne mesure dans la démagogie, pour la plus grande « joie » de ses partenaires.

Mais sur les tréteaux, au drame et à la comédie succède la farce, et cette farce elle vient de nous être jouée aux « Congrès » des gaullistes de gauche et du parti radical.

Chez les gaullistes de gauche, du beau monde ! Des généraux, des amiraux, d'anciens ministres ! Rien de bien sérieux, encore que toutes ces gesticulations auxquels se livrent tous ces personnages consulaires pour se raccrocher aux partis de gauche en dit long sur la santé du régime et sur la confiance que lui accordent ceux qui furent ses enfants gâtés. Tout de même le quadrille dansé chez les radicaux est d'une autre veine comique. Au milieu de la scène, la belle Françoise, une furie qui règle quelques comptes. Par dessus sa tête deux personnages s'affrontent. Ils nous ont joué la querelle des deux Edouard, qui a réjoui ma jeunesse. Il s'agit de deux pontifs qui il y a déjà des années furent l'espoir du régime et que le régime a pourri jusqu'à la moelle. D'une part Edgard Faure, personnage bavard, turbulent, intrigant, qui toute sa vie a fait les couloirs des maisons d'éditions, des journaux, des radios, des assemblées, qui fut capable des plus grandes choses, et qui peut-être l'était, et qui finit sa carrière en pitre, quettant de droite et de gauche un peu de considération, un peu de pouvoir, qui sombre dans le ridicule, serve à tout le monde et traite à chacun ! Le second pourrait presque paraître comme une copie moderne du premier. Servan-Schreiber lui aussi patauge dans la semoule et vit sur la réputation que lui fit un bon livre. La réalité tient tous ces grands du régime à la gorge et à ce moment décisif chacun jette les grandes idées par-dessus bord et cherche toutes les petites combines pour quitter le navire qui fait eau de toute part.

Une page est en train de se tourner au grand livre de l'histoire. Les anarchistes doivent en être conscient. Ils ont une carte à jouer ! Celle de la révolution libertaire. Elle demande de la fermeté, de la constance. Ce qui guette le mouvement révolutionnaire du pays c'est la récupération par les sirènes du marxisme. Lorsqu'une civilisation s'écroule, tout est possible et la civilisation construite sur l'économie capitaliste rongée par ses contradictions se désagrège sous nos yeux. Deux solutions restent possibles. Le fascisme qui par la force soumet l'homme à des contraintes et impose à tous des règles de survie du système de classe, ou une transformation sociale et économique profonde qui arrêtera le gaspillage des richesses du monde, qui redistribuera autrement le fruit du travail de tous et qui saura choisir un mode de vie différent de celui imposé par la société industrielle de classe !

Les joutes de M. Mitterrand et de M. Barre sont dérisoires. Les grèves de 24 heures sont ridicules. Les réformes inefficaces. Rien ne sert de semer du grain sur une terre aride. Il faut porter le fer au cœur même de la société de classe et c'est seulement sur les ruines du capitalisme et de son agent de coordination l'Etat que pourra se construire un monde nouveau, un milieu différent, où les hommes vivront libres et égaux !